Directeur :
Antoine TURMO
Adresse : VIe Union Régionale C. N. T.
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin
31-Toulouse - Tél. 62-64-90
France, annuel .. 45,00 F
Trimestre. ..... 12,00 F
Semestre. ..... 23,00 F
Etranger, annuel.. 56,00 F
Annuel par avion :
Amérique, Canada 82,00 F
Paiements : Léon Antoine
4, rue Belfort, Toulouse
C.C.P. N° 2-738-77, Tlse.

ESPOIR CNT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION REGIONALE DE LA C.N.T.F.

N° 473 — 21 FEVRIER 1971 — Prix : 1 Franc

Editorial

Le Pouvoir et la folie

UNE récente émission de la T. V. posait le problème : Qu'est-ce qui arriverait, si le formidable mécanisme qui peut déclancher une guerre nucléaire, tombait dans les mains d'un paranoïaque ?

Ceux qui, autour d'une table, devaient donner une réponse à la question posée, tombèrent d'accord sur l'impossibilité qu'une telle éventualité puisse se produire. En effet, à ce qu'il paraît, aussi bien pour les U.S.A. que pour la France et pour l'Union Soviétique, le bouton fatidique ne peut être manœuvré que par le Président de la République !

On se demande, abasourdi, d'où les acteurs d'une telle émission, tirent leur conclusion optimiste, car les exemples ne manquent pas de chefs d'Etat malades mentaux et de Présidents de la République qu'un beau jour on découvre l'esprit dérangé. Le cas de Paul Deschanel est tout près de nous. Et plus près encore celui de deux fous dangereux, maîtres, pendant quelques années, du destin de deux grandes nations : Hitler et Staline, les deux atteints de paranoïa à un degré avancé, et tous deux responsables d'effroyables tueries... Car si Hitler est le responsable direct de la mort de plusieurs millions d'hommes, Staline l'a été des terribles persécutions, des purges impitoyables, des répressions qui ont envoyé en Sibérie, pour ne jamais en revenir, des millions d'êtres humains.

Aujourd'hui même, nous nous trouvons face à un autre fou dangereux et cependant maître et seigneur de la vie et de la mort de plusieurs millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Sékou Touré, le dictateur « rouge » de la Guinée, est atteint de manie persécutoire. Il rêve de complots; il est terrorisé par l'idée que les ennemis l'entourent. Depuis le jour où il réussit à s'emparer du pouvoir en Guinée, on ne peut plus compter les complots soi-disant découverts, qui ont coûté la vie à beaucoup d'hommes. Les 58 pendus il y a quelques jours à Conakry, suivis de 9 de plus, en sont la preuve.

Si un malade mental, atteint de manie de la persécution, peut être chef de gouvernement; si deux dangereux anormaux, comme Hitler et comme Staline, peuvent disposer de la vie et de la mort de millions d'êtres humains; si un Président de la République peut devenir subitement fou, comme Deschanel, et se promener en pyjama sur la voie de chemin de fer, ayant sauté du wagon présidentiel au cours d'un arrêt, pourquoi cela ne peut-il pas arriver un jour à Nixon, à Kossyguine ou même à notre Pompidou ?

Même en écartant la possibilité de ce qu'un de ces hommes perde la raison, on ne doit pas écarter celle que quelqu'un d'autre mentalement dérangé, leur succédant dans l'exercice du pouvoir et dans le droit de manipuler le fameux bouton, un beau jour nous nous voyions précipités dans une effroyable guerre atomique... Ou bien, sans perdre la raison subitement, un autre Hitler et un autre Staline peuvent arriver une nouvelle fois, à s'emparer de la direction d'un pays pourvu d'engins nucléaires. Et nous voilà victimes de la folie meurtrière d'êtres incapables de raisonner normalement.

Si on réfléchissait un peu aux dangers continuels que l'exercice du pouvoir dans les mains d'une certaine catégorie d'hommes font courir à l'humanité, nous sommes certains que beaucoup de personnes qui, aujourd'hui, ne sont pas des anarchistes parce qu'elles estiment qu'il faut un pouvoir qui sauvegarde l'ordre de la société, le deviendraient en arrivant à la conclusion que le pouvoir est le risque le plus grand que nous courons, ne sachant jamais dans quelles mains il peut tomber.

Par exemple, c'est chose connue, aux U.S.A., ne s'intéressent à la politique que les individus qui n'ont pas été capables de se frayer un chemin dans la vie, au moyen d'autres activités. Seuls les ratés, ceux qui furent incapables de devenir des hommes de Science, des Lettres, des Arts ou simplement des hommes d'affaires, sont devenus des politiciens. C'est dans la politique que se nichent tous les déchets de la société. Et ce sont cependant ces hommes qui, un beau jour, peuvent avoir droit de vie et de mort sur leurs semblables. Incroyable, mais vrai !

Et ce qui est vrai pour les Etats-Unis, c'est aussi vrai pour n'importe quel autre pays du monde.

Mais admettons que, même incapables, d'intelligence moyenne, ces hommes-là ne soient pas cependant des fous dangereux : par leur ambition, par leur soif de domination, par les complexes même de frustration qui les ont marqués, ils sont vraiment les types d'hommes les moins préparés pour exercer n'importe quelle forme de direction de la société. Ils peuvent devenir les instruments de n'importe qui, pourvus de la puissance qui donne l'argent. Ils peuvent devenir d'autres Franco, Mussolini, Stroessner, mettant au service des oligarchies le pouvoir qu'ils ont réussi à conquérir. Dans le meilleur des cas, ils peuvent être des incapables de bonne volonté, des dictateurs imbus de la croyance dans une mission « providentielle », et devenir l'obstacle au développement et au véritable progrès d'un pays, comme un Castro ou un De Gaulle.

Non, vraiment, si on réfléchissait profondément, le plus grand risque que court l'humanité, c'est de maintenir l'existence du pouvoir, lié à celle de n'importe quelle forme d'Etat.

Si on y réfléchit bien, la sagesse devrait dicter aux hommes de tous les pays l'élimination de ce danger, en éliminant l'Etat et le pouvoir. En un mot, comprenant, une fois pour toutes, que la plus haute expression de l'ordre c'est vraiment l'an-archie, le non-gouvernement. C'est-à-dire, l'organisation d'une société basée sur le pacte et l'association, l'entente et la fédération par la libre auto-détermination des peuples et des individus.

Les Municipales et la Commune :

SEDUCTIONS PETITES-BOURGEOISES ET ACTION DIRECTE

PRENEZ GARDE !

Des individus encore mal définis, intellectuels, assez bien fortunés, au sourire séduisant, au verbe serein, de « Gôche », des bourgeois sympathiques, se servent du mot Commune pour confondre l'insurrection de 1871 en France avec la commune de 1971, son conseil municipal inféodé à toutes les notoriétés locales, autant politiques qu'économiques (à la pègre et tout son réseau en définitive). D'autres individus, des « révolutionnaires », des « libertaires » se laissent guider très volontiers par les premiers.

J.J.-S.S. se fait le champion d'un socialisme à « visage humain », dénonce ce que nous dénonçons, l'Etat et la société de consommation. Mais J.J.-S.S. est à la tête d'un parti, il parle de faire la révolution de façon PACIFIQUE, au moyen d'une concertation à tous les niveaux et surtout à la table où se trouvent tous les politicards — il n'a jamais été partisan de foutre le régime actuel en l'air — la Ve République et ses institutions, pour lui c'est pas mal du tout; ce qui est nécessaire c'est de leur apporter un certain nombre de retouches, de REFORMES.

EN AVANT VERS LES MUNICIPALES ! LA COMMUNE IL S'EN FOUT !

Mais très rapidement nous retrouvons la différence essentielle entre d'un côté bourgeois, petits-bourgeois et collabos-réformateurs et de l'autre les travailleurs et révolutionnaires qui s'insurgent — entre, d'une part, la participation, la concertation, le rationalisme et les municipales et, d'autre part, la grève, l'action directe, la révolution et la Commune.

Les mineurs de Lorraine se sont mis en grève, ont occupé le siège des charbonnages, ont manifesté la force de leur front solidaire, seul moyen d'obtenir une satisfaction véritable à leurs revendications, et MENACENT DE BOYCOTTER LES ELECTIONS MUNICIPALES.

Les postiers britanniques se permettent de mener une grève sans précédent pendant trois semaines, ne demandent pas de mini-augmentations de salaires, mais décident de faire éclater le cadre de leurs conditions de vie et de travail.

Les postiers français mènent, enfin, une grève de trois jours. Les agriculteurs, alors même que se déroulent des séances de « concertation », se battent avec les flics et bloquent une voie ferrée.

LES REACTIONS SE VEULENT A LA FOIS MENAÇANTES ET PATERNALISTES.

Les ministres français s'efforcent de nous expliquer que ces manifestations sont « impopulaires ». Ils ont compris la leçon de leur ancêtre direct, Adolphe Thiers. Il s'agit d'isoler les révolutionnaires, DE SOULEVER TOUT LE PAYS CONTRE EUX. Voilà la clef suprême de la répression.

● SUITE EN PAGE 2

Les mille francs minimum

Séguy, dirigeant de la C.G.T. et Descamps, de la C.F.D.T., ont déclaré récemment devant plusieurs millions d'auditeurs qu'aucun salaire mensuel ne devait être inférieur à 1.000 F. Accorderont-ils leurs violons pour une action efficace sur cet objectif ? S'il n'en est pas ainsi, ces paroles n'auront été que démagogie facile s'apparentant plus ou moins aux bonnes intentions exprimées de tous temps par tous ceux qui aspirent aux suffrages populaires.

Pourquoi est-ce démagogie facile ? Parce que ces bons apôtres ont oublié de préciser que cette revendication profondément humaine et raisonnable risque fort d'être un leurre et une mystification si elle n'est pas assortie d'un écrasement de la hiérarchie. La C.G.T. est en contradiction avec elle-même quand elle défend les traitements exhorbitants des cadres supérieurs (n'a-t-elle pas prétendu dernièrement que ces salaires scandaleux étaient un moyen de rogner sur les profits capitalistes ?) quand dans le même temps elle revendique une majoration substantielle des petits salaires.

Nous demandons à tous les travailleurs d'exiger de leurs syndicats respectifs que ceux-ci se donnent les moyens, s'ils ne les ont pas, de communiquer publiquement le salaire moyen versé par chaque industrie et calculé sur la masse globale des salaires, de tous les salaires sans exception (celui du manœuvre comme celui du président-directeur-général) nous nous apercevrons alors que ce salaire moyen dépasse largement les 1.000 F par mois; demandons également la publication du salaire moyen ouvrier et du salaire moyen des cadres supérieurs et là il ne sera même pas tenu compte des privilèges de fonction qui majorent sensiblement les revenus déclarés.

La question essentielle est la suivante : les traitements des cadres supérieurs sont-ils partie intégrante du profit capitaliste ? Comment peut-on répondre par la négative quand nous savons que toute la bourgeoisie industrielle,

● SUITE EN PAGE 2

La grève et l'insurrection ouvrière préparent, dans les esprits comme dans les faits, la révolte en masse, la révolution. Le socialisme et l'anarchisme n'ont fait que suivre l'évolution naturelle des «idées-force» aux approches des grands soulèvements populaires.

Pierre KROPOTKINE

Echos . . . de Presse

L'ordre (?) public, tel qu'on l'impose

— VIII —

Avant d'aller faire une incursion dans d'aures pays du monde et après avoir présenté, dans ce beau pays de France diverses manifestations de l'ORDRE social par les mainteneurs de ce même ORDRE, je voudrais, succinctement, explorer d'autres domaines où cet ORDRE s'impose.

Comment se présente l'ORDRE pour la production et la consommation ? Nous vivons sous un régime capitaliste, où l'Etat, selon la naïve croyance de certains devait tenir la balance égale pour chacun de ses sujets, agit différemment et tous les gouvernants, parlementaires, politiciens de toutes sortes, fonctionnaires étatistes sont les domestiques des détenteurs et accapareurs de la fortune publique.

Voilà pourquoi, s'il y a des priviligiés, il y a un grand nombre d'hommes qui ne peuvent satisfaire leurs besoins normaux, d'où des revendications sont présentées à ceux qui exploitent les efforts des producteurs et des grèves se déclenchent. Malgré l'encadrement des ouvriers par une bureaucratie syndicale qui cherche à modérer les ardeurs de révolte, il arrive que les revendicatateurs se mettent en colère et déclanchent des grèves appellées **sauvages.**

Ce sont des grèves que les patrons appréhendent le plus, ce qui ne veut pas dire qu'ils acceptent les revendications réclamées, malgré que dans leur for intérieur ils savent que ces revendications ne sont que quelques gouttes d'eau dans le fleuve des profits qu'ils accaparent.

Il faut bien savoir que pour la gent exploiteuse il y a un principe qu'ils veulent maintenir et qui consiste à ne pas mélanger les torchons et les serviettes, en la circonstance que les exploités, dans leur grand nombre, doivent se contenter de la portion congrue et ne doivent pas avoir la possibilité de satisfaire tous leurs besoins, car si cela était, ils risqueraient de devenir insatiables et ne cesseraient de revendiquer jusqu'à l'aboutissement de l'égalité.

C'est à cause de ce principe, même pour une grève de longue durée dont les effets pécuniaires sont désastreux non seulement par les exploités mais aussi pour les exploiteurs; ces derniers n'accepteront pas les revendications des premiers intéressés si la perte de profits est plus grande que ce que réclament les exploités.

Et cela se déroule dans de nombreuses grèves qui sévissent en France, aussi bien contre le capitalisme privé que contre l'Etat qui est le patron des services publics. Je ne mentionnerai aucune de ces grèves sauf celle des télécommunications qui pourraitt être résolue au mieux possible sans l'entêtement de la gent bureaucratique, ministre y compris. Ainsi voici un service qui devait fonctionner au mieux en faveur des usagers, comme devrait fonctionner, entre autres, celui des transports. Il fut un temps où le service des P.T.T. fonctionnait beacoup mieux et rapportait des bénéfices à l'Etat; ce temps n'est plus, sauf concernant les bénéfices. La cause, selon ce qu'en disent les employés utiles, ces derniers étant en nombre insuffisant alors qu'un grand nombre de bureaucrates sont en fonction. Et cela se pratique dans de nombreuses administrations; il n'est qu'à se rendre compte des innombrables bureaux qui se construissent dans les centres administratifs que des fonctionnaires doivent occuper. Il est vrai que pour l'Etat c'est une façon de combattre le chômage si cela n'améliore pas la situation d'un grand nombre de consommateurs.

Le chômage ? Voilà un grand mot lâché. Si l'ORDRE social actuel a besoin du chômage, cela n'est pas normal pour ceux qui envisagent sa transformation par une organisation sociale humanitaire. La production utile devant être organisée rationnellement et toutes les personnes valides pouvant y participer, que la somme et le temps des efforts seraient minimes pour chacun. Cela paraît vraiment simple pour qui veut réfléchir. Au lieu de cela, actuellement le chômage sévit même parmi les jeunes, en pleine force de production. Les employeurs ont de nombreuses raisons pour cela et ne tiennent pas à embaucher des jeunes, dont une, au moment où un jeune travailleur, employé au autre, est au courant du travail à faire, il doit cesser son emploi, par suite du service militaire. Voici encore une sale application de l'ORDRE social; alors qu'il serait si simple, selon mon désir pacifiste, de supprimer le service militaire et abolir l'armée.

Au sujet des jeunes travailleurs, voici un extrait d'une information toulousaine :

« Donc que faire de ces jeunes gens qui se sont donnés à plein pour apprendre un métier et dont très souvent les parents ont fait des sacrifices pour leur permettre de l'apprendre ?

Nous avons soumis le cas de ce jeune tourneur à M. Delbosc, chef de l'antenne locale de l'Agence nationale pourr l'emploi (47, rue de la Balance, à Toulouse).

M. Delbosc reconnaît que les obligations du service national figurent parmi les préoccupations majeures de son service quant à l'emploi des jeunes.

— Effectivement, dit-il, de nombreux employeurs parmi ceux qui s'adressent à notre agence, répugnent à embaucher de jeunes débutants considérant que compte tenu du délai d'adaptation nécessaire et de l'éventualité plus ou moins proche du départ de ces jeunes, de tels embauchages ne sont pas rentables pour leur entreprise. Trop souvent, aussi, les jeunes n'ont plus comme solution qu'un emploi de remplacement ou le devancement d'appel...

Nos services, poursuit M. Delbosc, **s'efforcent régulièrement de persuader ces entreprises de modifier leur attitude si elles veulent, en donnant aux jeunes la possibilité de débuter, favoriser la formation de futurs ouvriers qualifiés. Je dois préciser toutefois que la situation évolue sur ce plan et que notamment, depuis le début de l'année, nous avons assisté à une augmentation des embauchages de jeunes débutants. »**

(La Dépêche du Midi, 2-11-70.)

Comme quoi, ce que appréhendent les employeurs, c'est la peur d'amoindrir leurs profits, en utilisant les jeunes.

Que de domaines où l'ORDRE social actuel est à critiquer.

L'exploitation et la recherche du profit sévissent, tels la fabrication et le commerce des armements; les recherches scientifiques pouvant être mises en application pour l'anéantissement des humains; les vols et escroqueries de l'Etat de toutes sortes, etc.

Il y a encore des tabous sur lesquels l'ORDRE social repose; ce sont les mœurs, morales, religions et traditions qui par un ensemble de préjugés empêchent la liberté de s'épanouir. Les adeptes de chacune de ces conceptions désirent s'imposer, contre qui les libertaires ne doivent cesser de lutter afin de faire prévaloir l'autonomie et conséquemment la tolérance de chacun.

Que la lutte soit dure et peut-être longue, c'est entendu, mais il faut la continuer avec l'espoir d'aboutir.

Edouard BRUNET

(A suivre.)

Les congés approchent

Pour les uns, c'est l'heureux affairement des préparatifs. Pour les autres, c'est le moment de racler les fonds de tiroir. Une année de travail, de privations, de misère vient de finir. Mais pour les deux, pour la grosse majorité des vacanciers, le lieu de congé sera l'habituelle Espagne. Cette Espagne si belle où l'on fait des économies, où le soleil est plus chaud que partout ailleurs. Avec ses plages au sable fin, il vous sera offert en supplément, cette année, la visite du tribunal militaire de Burgos. Vous ne pourrez y voir le lieutenant-général Garcia Rebull, cette vedette 1970 du Hit-Parade fasciste; vous serez dans l'obligation de faire un détour par Madrid où il vient d'être nommé commandant militaire, récompensé d'avoir prononcé des sentences de mort.

Son odeur de pourriture et votre complicité m'écœurent. En passant vos vacances en Espagne, vous financez le régime franquiste. N'avez-vous jamais pensé que si le sang de tous les révolutionnaires espagnols, qui ont payé de la vie la lutte pour la liberté, vous inondait, vous en crèveriez noyés ?

Que si tous les prisonniers politiques vous crachaient au visage, vous criaient leur douleur sous la torture, vous en auriez les tympans crevés ? Dans cette Espagne opprimée, des révoltés, hommes et femmes, ont réussi cette année à sensibiliser l'opinion mondiale sur leur sort. Malgré cela, après Burgos, le festival continue :

— Amendes de 15.000 à 37.500 pesetas pour les intellectuels contestataires de Montserrat.

— Passeports et autorisations de chanter supprimés à plusieurs artistes, qui ont dû annuler leurs tournées à l'étranger.

— Peines de prison de 4 mois à 12 ans, infligées à 18 Basques pour propagande illégale, etc...

Depuis la Révolution, combien d'Espagnols persécutés ? Combien de victimes passées inaperçues ? En leur honneur, au profond respect de la dignité humaine et de la liberté, nous leur devons notre soutien. Boycottons le régime franquiste, l'approche des congés nous en offre les moyens. Refusons d'amener des devises à la dictature franquiste. L'union de tous les peuples dans la lutte pour la liberté déclenchera la chute de l'araignée puante qu'est le capitalisme international.

FLOREAL.

Les mille francs minimum

● SUITE DE LA PAGE 1

propriétaire ou non, est appointée à des titres divers par les entreprises ? Le profit capitaliste ne se distribue pas uniquement par les coupons et dividendes et autres jetons de présence; toutes les classes bourgeoises et moyennes participent directement ou indirectement à l'exploitation du travail ouvrier. Si nous admettons cela, il devient évident que toute augmentation de salaires hiérarchisée est récupérée en partie par la bourgeoisie par le canal des traitements supérieurs.

Prenons deux salaires, l'un de 500 F, l'autre de 5.000 F, la différence est de 4.500 F. Si ces deux salaires sont augmentés de 6 % par année pendant dix ans, la différence au bout de dix ans passe de 4.500 F à 8.058 F, presque le double. Les augmentations au pourcentage creusent toujours plus le fossé entre les petits revenus et les gros. A l'intention de la C.G.T. nous dirons que l'on ne peut défendre à la fois les petits poissons et ceux qui les mangent. (A moins que l'on ne veuille flatter les cadres supérieurs dont le ralliement est d'ailleurs acquis dans la perspective d'une économie étatisée.)

Seule la pression revendicatrice permanente de la classe ouvrière permet de défendre et d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, pouvoir d'achat sans cesse remis en question par le capitaliste qui, par la logique d'une économie basée sur le profit, tend toujours à comprimer la masse salariale et bien entendu à répercuter, lorsque la conjoncture le permet, les hausses de salaires dans le prix des marchandises. Mais il est clair que cette défense du pouvoir d'achat s'exprime le mieux par la revendication de hausses de salaires non hiérarchisées, toute hausse au pourcentage trahit les intérêts des petits salariés.

Prenons au mot Séguy et Descamps, diffusons largement et imposons le mot d'ordre révendicatif du salaire minimum de 1.000 F par mois.

Mais n'oublions pas de l'assortir des autres revendications suivantes :

— Indéxation du salaire minimum de 1.000 F sur le coût de la vie;

— Augmentation non hiérarchisée et réduction des traitements des cadres supérieurs.

Ces revendications, conformes aux objectifs d'un syndicalisme révolutionnaire et qui intéressent plus de la moitié des salariés, rencontreront l'hostilité des centrales réformistes. Seule une forte pression de la base peut permettre d'engager le combat sur ce terrain.

Travailleurs : constituons dès maintenant dans chaque entreprise, sans distinction syndicale, les groupes d'action pour les 1.000 F minimum !

GROUPE LIBERTAIRE VOLINE
Strasbourg-Mulhouse

ABONNEMENT
(Edition française)

Semestriel 13,00
Annuel 25,00

Les Municipales et la Commune

● SUITE DE LA PAGE 1

Mais il y a des choses contre lesquelles le pouvoir n'a plus aucun moyen d'agir.

Expliquons-nous.

Nous appelons TRAVAILLEUR, non seulement celui qui produit, mais également le travailleur en puissance, le lycéen, l'étudiant, et en généralisant, tout individu qui dans sa vie quotidienne s'efforce de n'être NI UN FLIC, NI UN EXPLOITEUR, NI UN PARASITE.

Il y a des métiers exécrables, mais il y a surtout des positions et des interprétations contre-révolutionnaires des rapports humains.

Les travailleurs, ceux dont le rôle existera toujours en société révolutionnaire, DISPOSENT DANS LEURS MAINS DE TOUTE L'ACTIVITE DE PRODUCTION. Leur nombre est peut-être inférieur à la moitié de la population dite « active » — mais l'autre moitié (et je m'attaque aux FONCTIONS non aux individus) NE SERT A RIEN; elle assure un ensemble de rôles parasites sur la production et la consommation, indispensables au système capitaliste, mais qui devront disparaître.

Si la minorité des producteurs, que l'Etat et le capital s'efforcent d'isoler lorsqu'elle se soulève, redécouvre la Grève Générale, tous les agitateurs de concertation, de participation avec les patrons, de discussion avec les bourgeois et les parasites snobinards de tous ordres, tous les champions du RATIO et de la PAIX SOCIALE, sont nettoyés et rendus impuissants.

La lutte révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur la minorité des producteurs réels (ouvriers, techniciens, employés, enseignants, lycéens, étudiants). Les uns créent des objets, d'autres des services, d'autres de l'information ou de la recherche. TOUS DISPOSENT D'UN MOYEN D'ACTION COMMUN : LA GREVE GENERALE APPUYANT L'ACTION DIRECTE, LA COMMUNE ET LA REVOLUTION.

Vouloir faire l'un sans l'autre, c'est trahir les principes mêmes de la révolution anti-totalitaire et aller tout droit vers des échecs ou bien des compromis.

Dire que les travailleurs, ça n'existe plus, c'est oublier ce pourquoi même nous luttons; une Société où tous seront de travailleurs — où la disparition des fonctions parasites fera que tous auront le temps d'être producteurs et chercheurs à la fois — où la Révolution dans tous les aspects du système, de la culture et de la vie quotidienne transformera totalement la conception du travail en œuvre individuelle créatrice en permanence au sein de l'équipe et de la collectivité fraternelle.

Pierre MERIC

Informations Solidarité

L'Union Locale de Lorient nous apprend qu'un camarade de la C.N.T. a été licencié des établissements R... pour un motif fallacieux : « Refus d'exécuter un travail après trois sommations ».

Tous les travailleurs de ces établissements, quelle que soit leur appartenance syndicale, ont vivement réagi par une grève illimitée et ont réclamé la réintégration du camarade, aidés en cela par un délégué C.F.D.T. et un délégué C.G.T.

A l'instigation de ces derniers et de tous les grévistes de chez R..., tous les ouvriers du complexe industriel du Kerpont ont débrayé par solidarité pour notre camarade.

Nous ne pouvons faire autrement que de nous y associer; il faut, dès aujourd'hui, organiser une collecte dans chaque U. L. Les fonds seront transmis au camarade secrétaire de l'U. L. de Lorient en précisant : « Solidarité Lorient; grévistes du Kerpont, de la part de l'U. L. de X... »

C.N.T.F. - CCP 20.990-10 Paris

De plus amples informations vous seront communiquées dans « Le Combat Syndicaliste ».

SOUTIEN MILITANT ESPAGNE

150 F ont été transmis. Ils provenaient des apports suivants : Obdulio Garcia, 10 F; Jean Gil, 30 F; J.A.S.-C.N.T. Toulouse, 10 F; Secours Mutuel Toulouse, 100 F.

⁂

La Caisse de Secours Mutuel Toulouse a reçu 70 F de Raluy pour la commission C.N.T.E. de Haute-Garonne, et 10 F du camarade Pilardeaux.

⁂

Les camarades du Comité lyonnais de lutte pour la libération nous demandent de rectifier certaines choses après le communiqué Solidarité-Saint-Etienne paru dans « Espoir » n° 470.

En effet, on y lisait : C.N.T. Lyon, 218 F. Il s'agit certainement d'un malentendu tout à fait involontaire de la part des camarades qui nous ont communiqué la liste des fonds reçus. Les camarades du C.L.L.L. nous informent avoir versé, pour Saint-Etienne, 10 F à la C.N.T.F. Lyon et 200 F à celle de Saint-Etienne.

● **Vient de paraître :**

« JEAN-MARC GUYAU ET LA MORALE INDIVIDUELLE »
par LUCRECE
Editions « Espoir », 4, rue Belfort, 31 - Toulouse.
1,50 franc l'exemplaire.

« REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE »
Par le Groupe Eugène VARLIN Nice.
Editions « ESPOIR ».
1 franc l'exemplaire.

ESPOIR AIT CNT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VI^e UNION REGIONALE DE LA C.N.T.F.

21 DE FEBRERO 1971

Bajo la Cruz del Sur :

Don Salva se va al Box

Resulta un poco extraño que un hombre AVIVACETADO — como lo es el PRESI-DON-SALVA — se haya tragado toda la película sin siquiera pestañear. Hay que verlo para creerlo. ¡Qué estampa esperanzadora de seguridad! Cuando seis años atrás, Mr. Frei resultó primero en la carrera, ni corto ni perezoso, se «pegó» un monumental viajecito al través del Planeta (ni la reina de INGALAterra, escapó a sus arrumacos. PUNTO A FAVOR lo fue el hecho de «olvidar» que el famoso generalísimo de todas las Españas, aún permanecía vivito y CULEANDO — por atrás, naturalmente) —; Don Salva usa hoy — para descansar de la lucha PRE-eleccionaria, un sistema muy cecijunto y parecido al de su antecesor en la Casa de Monea... pero ¡eso sí!, no REVUELTO: su primer DECRETO-cional no ha sido otro que — en pleno verano austral —, mandarse cambiar con TUTOS sus ministros, al GRAN PALACIO de Viña, frente al Pacífico, junto a su lugar de origen: Valparaíso, y, permanentemente rodeado por una docena de comensales bastante cómicos, en realidad, si tenemos en cuenta que, a su maravilloso decir: «sólo los niños serán PRIVI-legiados durante mi ADMINISTRACION..., eusétera». Y he ahí que, una vez más, don Salva, cumple al pie de la letra, con su maravillosa palabra (un niñito — o niñita — por cada provincia, se turnan PRESENTEMENTE, como huéspedes de honor del maravilloso PRESI que nos ocupa). A los TRES MILLONES restantes — más o menos —, los partirá el rayo del terremoto en puertas... Empero ¡esa sí que es manera de cumplir una bellísima palabra de honor presidencial...! ¿O no?

Cada día — y desde VALPO — la TELE nos enchufa la radiante palabra interesadamente borreguil de un par de tipos — tipo y tipa —, que debidamente emperifollados, cuentan al mundo las supremas alternativas gubernamentalistas de DON SALVA y su excelentísimo Señor, el GU-bierno de Chile (con unidad popular y otras cosas a la deriva, por si acaso). ¡Es la caraba! Ningún cocacolista norteamericano había tenido, ¡jamás!, la genialidad de propagar su remedio con mayor altura de miras.

Me voy a Viña, y, desde allí, no habrá Cristo que no sepa el el cómo y el por qué, YO, SALVA de Chile, ando y desando, me paro y me duermo, me levanto y me lavo — para no tener que insistir en esa maldita cosa muy digna de civilizados que a cada rato nos conduce al 100, cuando comemos y bebemos con exceso.

—¡O KEY... yes... Mr. Don Salva! — como diría un gringo, o la mismísima sombra del jefazo Lenin —. ¿Estamos?

Parece que el problema principal es con los BOLCHES — ¡esos que en todas partes siguen la PAGADA línea de «acción y pensamiento» que les dan los rojos desde el Kremlin, o también desde Pekín, que si no viene siendo la misma cosa, es algo muy parecido, ¿verdad?

El pasado viernes 8, notamos que en su BITACORA, Don Salva anotó — como asuntos de primerísima URGENCIA —, dos tareas a cumplir sin vuelta de hoja:

—Fallar en ésto tiene mucho parecido con perder pan y pedazo, cuando ya están a punto de picar los peces.

Y el extraño VIVACETA — en esta oportunidad —, tampoco mostró, ni por debajo del poncho, su IN-decisión de estar a la altura de las circunstancias. Primero: le resultaba IMPERIOSO asistir al «Primer Congreso de la Unidad Popular en Santiago». segundo: por ahí, en día mismo, en el mismísimo TEATRO CAUPOLICAN de sus mayores triunfos, entre 10 y 12 de la noche, se celebraría el encuentro pugilista del campeón chileno Stivens versus su notable contendor de los puños cerrados, el norteamericano negrito ESTOQUE. ¿Podría él, DON SALVA, perderse los correspondientes capítulos de la magnífica película? ¡Nunca... jamás! Se agenció un helicóptero y cayó — como caído de ultratumba, sobre los «acuerdos del Partido» en el Congreso. ¡Y, hay que ver!, todavía después encontró lugar y tiempo para que que «cuatro gatos» le gritasen en el Caupolicán: «Allende, Allende, Allende»... ¡Lástima grande que, ipso-facto, el deporte del Box se impuso, y él, tuvo que retirarse con el rabo entre las piernas: ¡¡ganó Stivens!!...

Javier de TORO

España al dia :

Los procesados de Burgos transferidos a diferentes penales

El día 11 de enero, los nacionalistas vascos, tan injusta como arbitrariamente juzgados y condenados a durísimas y prolongadas penas presidio-carcelarias por inquisitorial Consejo de guerra en diciembre último, han sido transferidos a diversos penales españoles; han forzosamente abandonado la prisión central de Burgos, destinada a los hombres, y la provincial, donde estaban recluídas las mujeres, en el interior de dos furgones celulares de la Guardia civil, amplia y nutridamente vigilados y escoltados por numerosas parejas de la «gloriosa» benemérita, con órdenes éstas estrictas y severas de parte de sus superiores en cuanto a asegurar el traslado de los detenidos a los establecimientos penitenciarios al efecto par los «altas» autoridades de antemano designados.

Establecimientos penitenciarios que, según se confirma en los medios madrileños bien informados, son el de Alcalá de Henares, cerca de Madrid, para las mujeres, siendo destinados los hombres a los sitos en el Puerto de Santa María (Cádiz), Cáceres (Extremadura) y Cartagena, provincia de Murcia, donde, cual se sabe, sufren igualmente injustas y pesadas condenas miles de presos políticos de ambos sexos por parecidos «delitos» y «crímenes» consistentes en luchar contra el régimen franco-fascista y por la libertad, la justicia social y el bienestar equitativo del pueblo laborioso español y por ende las clases salariales.

Lo cierto es que el lunes, 11 de enero mencionado, a lo largo de la carretera nacional que enlaza a Madrid con Cádiz — vía Sevilla —, el crecido contingente de guardias civiles que custodiaban los dos furgones celulares, tomó medidas extremas y severas de precaución y de seguridad mediante seis vehículos repletos de parejas de la «Gloriosa», profusamente armados de fusiles ametralladores, siguiendo asímismo al furgón gris que a velocidad extrema conducía los detenidos al Puerto de Santa María.

Más aún: Siempre como medida de precaución, los de la «benemérita» procedieron igualmente a interrumpir toda la circulación sobre la carretara de Cádiz, a fin de conseguir via libre y rápida al objeto de permitir a los seis vehículos atiborrados de guardias civiles que «ojo avizor» custodiaban el furgón de los detenidos para asegurar así y de tal modo brillante entrada en el interior del lúgubre «Convento de la Victoria», ocupado en otros lejanos tiempos de «paz y grandeza española», por la secta religiosa dicha de los franciscanos y más tarde convertido en establecimiento penitenciario del Estado.

Según noticias tenidas tambien de buena fuente, no se sabe ni cómo ni de qué manera numérica distributiva, han sido internados los antifranquistas vascos en los diferentes establecimientos penitenciarios mencionados debido a como siempre suele suceder en la España franquista por obra y gracia del Estado dictatorial vigente y del supremo Jefe de idem, las autoridades penitenciarias interrogadas al efecto, se han rotundamente negado a proporcionar información alguna al respecto.

Y coincidencia o no, el mismo día 11 de enero, pese a que el gobernador civil de Barcelona, Tomás Pelayo Ros, había prometido a los asistentes a la asamblea de intelectuales catalanes no habría represalias si voluntariamente abandonaban el monasterio de los benedictinos de Montserrat, lo que hicieron por causas que obvia recordar, dicho gobernador imponía medidas punitivas y de prevención a varios de los mencionados asambleístas, procediendo a retirarles sus respectivos pasaportes al extranjero, después de extenso y minucioso interrogatorio; a artistas de ambos sexos les prohibía el uso de la antena, a escritores los conminaba al cese de su colaboración en la prensa española. Y a cantantes, entre éstos Raimón y Juan Manuel Serrat, los han obligado a no ausentarse de España hasta nueva orden y por tanto a anular acto seguido los contratos que tenían establecidos en el exterior del territorio hispano.

Aún más: Pese a la promesa dicha, el citado T. P. Ros, días más tarde imponía crecidas multas monetarias a 254 intelectuales que participaron en la asamblea de Montserrat del 12 al 14 de diciembre 1970; multas de 15.000 pesetas (1.200 francos) à 37.500 pesetas (3.000 francos en curso), han sido aplicadas a unos 40 de los 254 citados, por el delito de manifestarse, del modo y forma de todos sabido, en favor de los antifranquistas vascos y contra el Tribunal militar de Burgos.

Por otra parte y en parecido sentido, numerosas familias de trabajadores, de intelectuales y de jóvenes universitarios y obreros, han sido molestadas por las fuerzas policiales mediante rígidos interrogatorios. Lo han sido igualmente numerosos asalariados de distintas provincias españolas, en muchos casos éstos retenidos en las jefaturas de Policía por horas o días «preventivamente», como lo han sido asimismo jóvenes obreros y estudiantes para «verificación» de identidad; verificación que en numerosos casos ha culminado en la detención arbitraria en espera o no de clarificación.

⁂

Y mientras tanto... los hombres, prohombres y super-hombres del régimen y a la vez gobernantes de idem, luchan entre sí cauta y sordamente entre bastidores político-gubernamentales cual canes que ladran sin cesar para al fin de cuentas no morderse por ambiciones representativas de tipo personal y político; mientras tanto se rumorea, afirma o se supone, serán desplazados éstos o aquéllos actuales gobernantes por otros que al fin y al cabo serán los mismos hombres con diferentes etiquetas, la represión continúa siendo dura e implacable en España entera como ejemplo y escarmiento en el presente con miras al futuro sostenimiento y continuación del régimen, del Glorioso del mejor buen «agosto» a los militares castrenses o «liberales», a la casta de adinerados y privilegiados, eclesiásticos, nobles y grandes y pequeños de España.

Y mientras tanto, los procesados en Burgos continúan y continuarán sufriendo hasta no sabemos cuándo, el injusto e inflexible via-crucis que Franco y su nefasto régimen les ha impuesto por la ley de la fuerza y la sinrazón; via-crucis penal penitenciario que, junto a los miles de presos político-sociales de ya existentes en todos los presidios y penales españoles, sufrirán personal y moralmente consecuencias atroces de todo tipo y orden restrictivo y punitivo entre los lúgubres paredones penitenciarios, sin que dios, cristo o el diablo sepan otra cosa que no sea lo que les informan o justifiquen las autoridades superiores.

Via-crucis, vuelvo a repetir, de todos los presos políticos y sociales en general, del cual sólo serán libertados mediante continuas protestas, por medio de la acción aguerrida y coordinada ininterrumpida y de la lucha incesante y firme contra el régimen y todos los estamentos oficiales y no oficiales, en pos y por la libertad del pueblo español salarial y laborioso.

¡Solidaridad y acción viril coordinada por la libertad de todos los presos políticos y sociales!

¡Lucha permanente y ayuda amplia y contínua junto a los trabajadores y para los asalariados en general, siempre mediante la acción, la solidaridad y el recíproco apoyo personal y moral de todos los antifascistas dignos de serlo!

Alejandro LAMELA

La Fiesta del Niño en Nimes

Otro año que hemos presenciado la Fiesta del Niño en Nimes. Así llamamos a la fiesta típicamente familiar que todos los años por estas fechas aproximadamente, suele organizar la Sección de S.I.A. en aquella localidad, en honor a los niños y los ancianos. El local espacioso y primorosamente engalanado estuvo muy concurrido durante toda la mañana con una clientela de todos los colores y todas las tendencias, salvo las que no caben en nuestras siglas. Se respiraba allí un ambiente fraternal, como si el anuncio de la fiesta hubiese alejado las pequeñas tribulaciones, naturales tal vez, pero tristes, que vivimos los exilados, arrancados de nuestro ambiente, con la nostalgia y el deseo de recuperar lo perdido, de ensanchar los pulmones con aires de libertad.

El local fue desalojándose poco a poco a la hora de comer, sin que quedase completamente vacío en ningún momento. Antes de marchar los últimos, empezaron a llegar los que se habían marchado primero.

La fiesta estaba anunciada a las tres de la tarde y con la puntualidad necesaria empezaron a llegar los niños, los pequeños, acompañados de sus madres; algunos venían solos. Muchos, a juzgar por la alegría que tenían, se diría que eran clientes habituales de la fiesta y que sabían por experiencia a lo que venían; otros demostraban cierta timidez o formalidad al lado de las mamás, pero en general el ambiente entre ellos era bullanguero y retozón: propio de la edad.

Algunos ancianos hicieron acto de presencia también, honrando con sus años a la fiesta y dándole mayor realce y contenido.

Todos se fueron sentando alrededor de las mesas, adornadas coquetamente con jarrones de claveles y los no tan poéticos bocadillos de jamón, refrescos y otras bebidas de agradable paladar.

Sonaron varias palmas como si quisiesen imponer silencio. Imposible, los chiquillos, con esa rebeldía inconsciente de la inocencia, desoían el mandato de las madres que les recomendaban callarse y seguían parloteando o chillando. ¡Qué diantre! Estábamos en fiestas, y en una fiesta de chiquillos todas las formalidades sobran. Ojalá los mayores, haciendo abstracción de los pensamientos que nos inquietan, pudiéramos convertirnos en chiquillos en determinados momentos. Pero no, los hombres estamos obligados a seguir las costumbres aunque éstas sean importunas. El discurso necesario, improvisado a veces por hombres que no son oradores, tendía en esta ocasión a romper el jolgorio. Yo aplaudo la rebeldía de los niños que en estos actos no quieren callarse. ¡Vivan los niños rebeldes! Que canten, que rían, que bailen; cuando sean hombres, no harán igual.

Los que no somos niños, más atentos a las cosas de S.I.A. que al banquete, tuvimos la satisfacción de escuchar en primer lugar al compañero secretario de la Sección de Nimes, al pronunciar unas palabras de bienvenida y un saludo afectuoso a los niños y a los ancianos que nos honraban con su presencia, haciendo además, una exposición acertada de nuestros postulados de solidaridad con los que sufren privaciones o injusticias.

A continuación, el compañero delegado por el Conseja Nacional para asistir a la fiesta, leyó una cuartilla, cerrando el acto el compañero Pradier, presidente de la Sección que, aunque anciano y agotado por el peso de los años, se siente moralmente fuerte y solidario con los que sufren por sus ideas, al lado del cañón siempre en defensa de S.I.A.

Después del banquete, que terminó con una suculenta chocolatada, se proyectó una película para contento y regocijo de los niños y mayores que nos hizo pasar agradablemente el resto de la tarde.

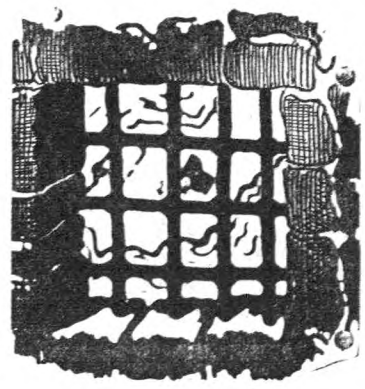
V. F.

ACABA DE APARECER :

« LA C.N.T. Y LOS PUEBLOS DE ESPAÑA »

por Ramón LIARTE

3 F ejemplar. Ediciones «Espoir». Pedidos: Servicio de Librería, 4, rue Belfort, 31-Toulouse.



COLLABORATION

DIA TRAS DIA

"A Dios rogando y con el mazo dando..."

EL extranjero, siempre desorientado y mal informado en lo que a España se refiere, pensó, después del proceso de Burgos, que el Opus Dei había sido batido en la batalla entablada entre «blandos» y «duros» del sistema.

Siempre dijimos nosotros que no había ni duros ni blandos en la España franquista. Que no había más que conservadores, en la doble o triple acepción de esta palabra. Conservadores, por posición social y política, esto es, situados a derecha. Conservadores, por ser partidarios de conservar todas las estructuras garantizando el uso indefinido de beneficios, sinecuras y privilegios. Conservadores, por fin, porque se trata de conservar, cueste lo que cueste, las ventajas conquistadas. Y como todos tienen ventajas a conservar, la única diferencia que hay entre los unos y los otros, es la manera de conservarlas y las rivalidades nacidas de este problema de la conservación.

Por un momento pareció que la Falange y el Ejército ganaban la partida al Opus Dei en el monopolio de los puestos de dirección; de mando, se dice allí. Pero la cosa no fue así. En realidad, no podía ser de otra manera. El Opus Dei cuenta con poderosos aliados y sus hombres son mucho más sutiles e inteligentes que los brutos de la Falange y los militares españoles...

Se dice que éstos — los militares — han «evolucionado», que son más cultos, más preparados, con un más exacto conocimiento de los problemas. Que hay una joven guardia militar — la que catalogan de «nasseriana» — compuesta por jóvenes oficiales ambiciosos y capaces, dispuestos a superar los cuadros tradicionales del ejército y a ilustrarse en otras disciplinas. Es posible, pero todos son fieles a la doctrina del ejército español: dominar, intrigar, poseer.

Lo mejor que podía pasarle a la oposición española, era que los militares y el Opus Dei entablaran una guerra sin cuartel. Tal guerra, como la de Troya, no tendrá lugar. Cuando la destitución del teniente general Cifuentes no provocó la ruptura aparatosa entre ambas instituciones, la partida estaba ganada por uno de los contendientes. Y este ganador ha sido, naturalmente, el Opus Dei.

El Ejército pacta o se resigna... Las dos cosas a la vez. Los hombres del Opus son duchos en la distribución de promesas y de sinecuras. La mayor parte de la vieja guardia franquista, residuo de los días de la Cruzada, se verá colocada en la reserva o alejada de España con cargos honoríficos, embajadas o misiones especiales. En cuanto a los otros, aceptarán el reparto del Poder. Ya se va viendo donde se dirigen hábilmente las eminencias grises del Opus Dei, que son varias y variadas.

El viaje de D. Juan Carlos, en compañía del inefable López Bravo, a Estados Unidos, donde fue recibido «con honores reservados a un rey», significa algo así como la presentación del novio a los padre de la pretendida. Los sicólogos del Pentágono, los expertos de la C.I.A. y las «orejas» de Nixon habrán estudiado a fondo al joven destinado a ser rey de un país colocado bajo la dominación militar y económica de los U.S.A. Si el joven bobo ha pasado el examen satisfactoriamente, la sucesión de Franco se acelerará. Si la impresión producida ha sido en exceso deplorable, entonces habrá que buscar una solución de recambio.

Pero como los hombres políticos americanos no brillan ciertamente por su inteligencia, aunque el joven futuro rey diste mucho de ser un as, habrá salido airoso de la prueba. El Opus, pues, puede, con tranquilidad, preparar la comedia del traspaso de poderes... Que no será tal traspaso; que será, simplemente, una ceremonia, a través de la cual se «institucionalizará» lo que es ya hace tiempo un hecho: Franco se retirará; Carrero Blanco será nombrado Primer ministro y D. Juan Carlos coronado rey.

Entre tanto, la represión continuará en España. No serán los Tribunales militares — para no repetir la aventura de Burgos — los que condenarán a la gente, si no el tribunal de Orden Público u otras jurisdicciones civiles especialmente destinadas a perseguir a los que incurran en delitos de reunión clandestina, asociación ilegal, propaganda ilícita, etc., etc. Y el sistema de las detenciones arbitrarias, de la vigilancia ejercida sobre los ciudadanos, traducida en retirada de pasaportes, consignación a domicilio, residencias asignadas, se irán perfeccionando. Que el Opus Dei, dictadura teocrática, hipócrita y disimulada, practica a gran escala aquello de «A Dios rogando y con el mazo dando»... Sin perjuicio de dar la impresión, al extranjero deseoso de pasar de nuevo las vacaciones en España, de que «ahora sí que de veras las cosas están cambiando...»

Se procurará instalar grandes industrias en España: los capitalistas alemanes, belgas, americanos, italianos, franceses, llegarán a la conclusión que es mejor instalar fábricas, talleres, explotaciones agrícolas en España, con obreros que no pueden declarar huelgas, pagados a bajo precio — bajo con relación a lo que cuesta la mano de obra en sus países, altos con relación a España — que no emplear obreros autóctonos o mano de obra emigrada. Por su parte, el obrero español, que vé cerrarse poco a poco las puertas de los países que le acogían como trabajador extranjero — Suiza, Alemania, Francia, Bélgica, Inglaterra — y que ha debido regresar a España, comiendo en el paro forzoso los pocos ahorros reunidos, acogerá con alborozo esa invasión del capitalismo extranjero que vendrá a explotarle en su propia tierra...

He aquí, expuesto sin ambajes, el panorama de España.

Veamos ahora, rápidamente, los factores revolucionarios POSITIVOS. El paro forzoso, agravado por el regreso de la mano de obra emigrada, es cada día más pavoroso. Se habla de TRES MILLONES de parados. En Cataluña, la industria fabril y la siderurgía están en crisis, cada día agravada y que dura desde hace años. Las minas de carbón de Asturias se verán limitadas, por improductivas. Nuevos despidos, alcanzando millares de obreros. Lo mismo en lo que respecta a Vizcaya, donde minas y siderurgía, en crisis, trabajan «au ralenti».

Estudiantado, profesorado, intelectualidad, tienen conciencia de lo que se está tramando y piensan que la «eficacia» de los hombres del Opus condenará a España a quedar por largos años encerrada dentro de un corsé de hierro más implacable que la propia dictadura de Ejército y Falange. Cabe, pues, esperar agitaciones y lucha sorda o abierta en todos los ámbitos de la vida social española, antes de que todo ese tinglado se instale.

El ideal del Opus es conseguir matar el espíritu revolucionario de las masas obreras, ofreciendo al obrero español, en España misma, las ventajas que ha ido a buscar fuera de España. Nos referimos a las ventajas materiales, ya que de libertad y de derechos no hablemos.

En cuanto a la oposición, la política no existe. Ella es incapaz, hoy como ayer, de plantear debidamente el problema y de encararlo con resolución y energía. No hay en España más oposición verdadera que la que emana del pueblo y de la juventud estudiantil y estudiosa, de algunos intelectuales conscientes de su responsabilidad ante el país y ante la historia.

Esencialmente, la situación es la misma de hace 32 años, con la sola diferencia de que hoy, como decía Cervantes, con quien principalmente hemos topado, es con la Iglesia. Desdoblada, con sotana o sin ella... Jugando a la revolución, o procurando evitarla, con la habilidad que secularente la distingue.

Una vez más repetimos; la lucha es entre el pueblo y sus élites y las fuerzas conservadoras mundiales. Hoy, como en 1936, los españoles amantes de la libertad no luchan solamente contra la reacción interior, el capitalismo autóctono, sino contra todas las fuerzas capitalistas, que en España siguen teniendo la cabeza de puente fascista, desde donde han partido, parten y partirán todas las empresas liberticidas.

De ahí la gran responsabilidad del mundo y de sus élites democráticas y libertarias, en lo que respecta a la continuidad de todas las formas de fascismo en España.

Federica MONTSENY

España, su pueblo y sus gobiernos

El crepùsculo de un régimen

La solución del proceso de Burgos, si bien ha calmado la agitación internacional que motivó, no ha retirado a España del primer plano de las preocupaciones. Todavía no se han resuelto todas las derivaciones de ese acontecimiento. La actitud cerril del gobierno de Madrid ha engendrado fenómenos opuestos a su existencia, que no han tenido tiempo de aparecer potentes en el interior y exterior del país.

Sin haberse puesto en juego todos los recursos que podrían haber acabado con el régimen, es de toda evidencia se han mermado prerrogativas que la dictadura creía tener sólidas y duraderas. La descomposición ha iniciado su marcha acelerada, hecho que ya no ocultan los mismos responsables de la ejecutoria fascista. Se les va de las manos el Poder, porque de él han hecho un uso que repudia toda persona decente.

Como consecuencia, los problemas de turno que ante sí tiene el país son de mayor trascendencia que los afrontados hasta el presente. En todos los aspectos esenciales de la vida, las deficiencias que pesan sobre la población hispana son enormes. Y hay que pensar que un cambio político, por radical que pueda ser, en corto plazo no pondrá el país a nivel de condiciones normales. La política del caudillo y su séquito encubre lagunas que no se cubrirán fácilmente; solamente cuando desaparezca la influencia de estas gentes se revelará la magnitud de su traición.

Se anuncia un reajuste ministerial. Aunque otras sean las apariencias, siempre revestidas de alardes que entre ellos fingen cordialidad y potencia, el mar de fonde está planteado en el ejército y en la élite gubernamental. Los esfuerzos de los protagonistas son titánicos para que este fonómeno no trascienda más allá de lo oficial. De divulgarse cundiría con más rapidez la desmoralización, propiciando rápidamente el desmoronamiento de la dictadura facciosa.

De los lugares prominentes que han venido ocupando van a ser separados Carrero Blanco y López Bravo. Así se anuncia y se da por seguro. Ninguno de los dos dió la medida que el caudillo esperaba de ellos; su destreza y vigor político no infunden potencialidad al gobierno. Se va a la zaga, obedeciendo anhelos e indicaciones de Franco, de hombres capaces de prolongar lo que hoy existe. ¿Dónde hallarlos?

Al igual que Muñoz Grande, Carrero Blanco será sustituído de la Vicepresidencia con gran sorpresa del mismo. Conste, como premisa a lo mucho que de ello puede decirse, que el almirante llegó a ese lugar de jerarquía gubernamental por amistad con el generalísimo, no por pericia en asuntos de gobierno; más allá de lo militar es neófito en casi todas las disciplinas del intelecto. La trayectoria de este mílite es oprobiosa como pocas; siempre, siempre, aunque no se le pidiera parecer, manifestó su adhesión a la ejecutoria de crímenes que Franco ha venido efectuando contra sus disidentes políticos.

Cierto que, constantemente presa de hiperbólica vanidad, el almirante siempre tuvo a flor de anhelo aspiraciones cimáticas en el régimen fascista. Ya logradas, mucho interés ha puesto en conservarlas. De ahí la última filípica que, en nombre de los ministros y suyo, dedicara al jefe del Estado en consejo ministerial. Y sin embargo, no ha podido evitar caer en desgracia ante su superior.

Así son las cosas de las dictaduras. Poco puede sorprendernos lo que ocurre. Una vez más, el espíritu servil de la soldadesca hispana, personificada en Carrero Blanco, hizo ver la idiosincracia del militar español. Mientras el Generalísimo se reservaba una decisión bien meditada, su inmediato subordinado, emocionado y en términos patéticos, se ofrecía y juraba fidelidad a la causa retrógrada que ha hecho de España un pueblo miserable y atrasado.

Aquilatemos bien la coyuntura del gobierno fascista y lo que encubre su publicidad. En ello, aunque mucha gente del área internacional tiene puesta la atención, a los disidentes españoles de la dictadura se ofrece con matiz muy particular. ¿Qué sucederá al régimen opresor que todavía padece España? Aunque no todo depende de ellos, la vertebración de aquellos que pueden prolongar esa situación es cada día más difícil. Por otra parte, las fisuras abiertas en el bloque de elementos básicos son irreparables.

El ejemplo de algunos claudicantes no da por resuelto el problema que motivó la guerra civil. La oposición a la feroz dictadura, en el interior, aglutina cada día mayor cantidad de personal que ansía libertad. En esa corriente figuran hombres de toda condición social y de toda profesión. Y en el exilio, contrariamente a lo que se ha permitido decir el periódico «Madrid», todavía somos legión los exilados políticos.

No se presenta la perspectiva inmediata favorable a «arreglos razonables». No puede ni debe haberlos. Condescender a este terreno obligaría a respetar, y dejar vigentes, algunas de las prerrogativas que el fascismo ha gozado en su exclusiva ejecutoria. Las bases de lo que debe y pueda hacerse deben tener su punto de referencia en la acción popular; es necesario que ahí concursen aquellos que, desde los ángulos político, sindical o intelectual, hayan manifestado interés en un cambio donde el derecho humano sea una realidad social.

Implica lo dicho, ampliando nuestra interpretación, que todos los afectados por las condiciones de España sacudamos la indiferencia. La desintegración del fascismo español hay que saludarla con júbilo; es una aurora de libertad que facilitará cauces de enaltecimiento a todos los espíritus progresistas, un bálsamo que llevará alegría a multitud de corazones, largo tiempo atormentados por la tiranía existente.

La comunión de esfuerzos habida en los días álgidos que acabamos de pasar aun tiene motivos de existencia. Nadie de los opositores a Franco debemos re-

● CONTINUA EN LA PAGINA IV.

Actualidad comentada

El dramático proceso de Burgos confirma una vez más ante la opinión mundial que la España gobernada por Franco y sus satélites vive bajo un régimen dictatorial, violando siempre los derechos humanos fundamentales.

Impuesto por la violencia, el régimen franquista continúa gobernando por la violencia. Las persecuciones, torturas, asesinatos han sido institucionalizados durante los 32 años del régimen inquisitorial que sufre el Pueblo español. Los trabajadores han pagado y continúan pagando el tributo de esta represión salvaje. La pretendida liberalización del gobierno de Madrid, con el fin de evitar un aislamiento en el campo occidental es un engaño a los gobiernos que se dicen demócratas en la Europa de hoy, con el fin de poder entrar en el Mercado Común.

Hoy, todos pueden parcatarse de la hipocresía cruel de la política franquista. La prueba la tenemos con el famoso proceso de Burgos donde los jueces militares se comportan con un brutal cinismo, digno de la Santa Inquisición; éstos métodos constituyen un nuevo desafío a la conciencia humana de todos los pueblos y hombres amantes de la libertad.

La reprobación ha sido general en el ámbito internacional. A pesar de la prohibición de las huelgas en España, los trabajadores se manifestaron en toda la Península ibérica contra la tiranía y la injusticia al grito de «¡Franco asesino! ¡Libertad sindical y libertad de opinión!»

Hoy todos aquellos que nos decían que el régimen franquista se democratizaba y buen número marcharon a colaborar con el franquismo, desearíamos saber qué opinan. Nosotros consideramos que nada ha cambiado; los trabajadores continúan en las mismas condiciones; la oposición sufre la misma represión; sólo unas minorías que se enriquecieron a la sombra del franquismo continúan dominando al Pueblo, sometiéndolo a toda clase de injusticias y atropellos como en el año 1939. En todos los países totalitarios sucede lo mismo.

Franco, con sus métodos inquisitoriales, suprime todo acto de rebelión. En la Polonia de Gomulka sucede lo mismo; las huelgas de Gdanks y demás puertos del Báltico son aplastadas por las milicias populares del régimen totalitario que gobierna a la mártir Polonia. La manifestación de los obreros polacos, según todos los datos que tenemos, es debida a la miseria a que están sometidos los trabajadores donde su nivel de vida es insoportable, como en la España franquista.

Los obreros polacos luchan por el bienestar de su familia, por la libertad, contra la dictadura que les fue impuesta hace 20 años por su patrón rojo desde Moscú; esta es la imagen de Berlín-Este, de Poznan, de Budapest y de Praga. El ejército rojo siempre está decidido a restablecer el «orden» si éste no puede ser restablecido por las fuerzas interio-

● CONTINUA EN LA PAGINA IV.

INTERNATIONALE

Venezuela subterrànea

Retrospectiva de enero

25 AÑOS DE DEMOCRACIA CRISTIANA

El partido de gobierno celebró sus bodas de plata en el poder. Como acertadamente enjuició un político acción-democratista, «Copei es más peligroso como partido conservador que como partido reaccionario»; ciertamente, los copeyanos no han abandonado su tesis programática sobre la denominada «democracia de participación» que reemplazaría a la «democracia representativa», sistema político que impera en la sociedad venezolana. Bajo el manto de esa tal «democracia de participación» se ocultan las intenciones de predominio católico, así como de sus variantes fascistas, sobre las otras manifestaciones de la conciencia pública social. Implicaría tal «participación» la incorporación, a través de órganos representativos de los diversos grupos en que se atomiza nuestra sociedad, de todas las capas sociales a la gestión gubernamental. Esto ocasionaría que las instituciones representativas tradicionales de la república burguesa, como el poder legislativo, quedarían relegadas del plano de los poderes públicos, porque predominarían las representaciones directas de las agrupaciones profesionales, gremiales, etc. A decir verdad, el gobierno de Caldera ha mantenido la cohesión legal mediante la negociación de cualquier conflicto solamente con los interesados, alejando del plano de los contendientes sus posibles amigos que al solidarizarse conlleven al resto del país a un estado de emergencia. Cuando el ministerio nazi del Trabajo se enfrenta a una insurgencia obrera, trata de conciliar lo planteado desechando como «ilegal» cualquier actitud solidaria del resto de los trabajadores del país.

En el seno del partido demócrata cristiano surgen tendencias que abrasan la unidad ficticia de los cristianos veenzolanos. La tendencia oficialista, que cuenta con el beneplácito del arzobispo de Miraflores, representada por su actual ministro del Interior, no puede decirse que controle la dirección del partido, aunque haya sido el equipo fundador, del que se ha separado otro caudillo, Edecio La Riva Araujo, para instalar tienda aparte, preparar a los suyos hacia el poder interno y externo.

El partido está controlado por el grupo que lideriza Arístides Beaujón, representante de los tecnócratas y que aspira mantener el poder político mediante la demostración de la eficacia y el abuso de los últimos gritos de la moda publicitaria. Sus relaciones con Caldera — el gran gurú de la D. C. — no son afectivas, hablándose de una creciente separación entre el actual Presidente de la República y su partido, dado que el primero dirige el gobierno como un hato de su propiedad. Resta luego el sector que acaudilla Luis Herrera Campins, el demócrata cristiano más «proletario» del país; recoge el apoyo de la vasta militencia juvenil copeyana, pero entre la vieja guardia no cuenta con amistades. Este mosaico de pequeñas islas acaudilladas por zutanitos y fulanitos, dentro del aparentemente monolítico partido de gobierno, puede romper su pacto de unidad si cualquiera trata de predominar sobre la otra. Lo que es una incógnita, por lo demás interesante de despejar, es si, llegado el momento, alguno de esos caudillos sería capaz de desobedecer a Caldera, si éste tratase de imponer su candidato. La historia de estos veinticinco años no es sino el liderazgo sin discusión de Rafael Caldera, y, quizá en la hora decisiva, las ambiciones de sus súbditos ocasionen el desmembramiento del Copei conservador, en dos ramas, la tradicionalmente reaccionaria y la que hace pinitos de revolucionaria.

UNIDAD Y MONJES SINDICALES

A medida que la situación económica del país entra en franco deterioro (el costo de la vida sube inauditamente, el desempleo es la segunda causa de las muertes después del renaciente paludismo), la clase obrera se rebela contra su angustiosa crisis; se rebela sin dirigentes y sin que nadie pueda descifrar la tendencia ideológica (o subversiva, como diría el ministro de Defensa) de esos movimientos. Los representantes sindicales se apresuran entonces a aglutinar las centrales obreras en una central única, y proclamar a los cuatro vientos dicha unidad en aras de esa bandera de entrega a la burguesía como ha sido la paz laboral. Burócratas de las tres centrales existentes hacen contactos para edificar esa nueva organización en función del pluralismo partidista. Significativo el hecho que los comunistas no sólo apoyen dichas gestiones sino que sean los primeros en ordenarle a sus escasos comandos sindicales la participación en las actividades de la C.T.V. Se habla ya de un Congreso extraordinario que echaría las bases de la unidad sindical. Edificada la central única, la clase trabajadora quedaría encuadrada en las filas controladas por los burócratas sindicales, y así el Estado venezolano obtendría un proletariado organizado más maleable. Se aseguraría, inclusive, el control de esos movimientos «anárquicos» que se suceden ininterrumpidamente.

LA UNIVERSIDAD DEL PORVENIR

Rafael Clemente Arráiz ha sido designado por el gobierno, Rector de la Universidad Central de Venezuela (UCV); ligado a los intereses oligárquicos. Arráiz procederá a ejecutar, en el seno universitario, la Ley de Universidades tal como lo desea el monopolio petrolero que jamás tragó aquella Universidad, que, por los vientos que soplan, jamás volverá. En la Universidad, a pesar de cierto predominio comunista, siempre se respiró un aire de mayor libertad que en el resto del país; ahora, las calles de la Ciudad Universitaria serán vigiladas por la fuerza pública, que es casi lo mismo que colocar policías en las puertas de las aulas. Cuando Caldera arremetió militarmente contra la UCV y acabó con las autoridades rectorales, apoyadas éstas por el PC, lo hizo porque ya los comunistas habían perdido el control estudiantil del Alma Mater, y nuevas corrientes del pensamiento socialista llamaban al estudiantado a cerrar filas alrededor de nuevas ideas.

Caldera, y el parlamento adeco, vinieron a ser los salvadores del partido comunista; tanto es así, que Héctor Mújica, vocero universitario comunista ha declarado que su partido apoyará el interinato de Arráiz, aunque exija a las nuevas autoridades la reincoporación de los profesores despedidos. (Un centenar de profesores argentinos, y de otras nacionalidades, que habían sido contratados por la UCV a raíz que en sus países se instalaron regímenes antidemocráticos, fueron sacados de nómina por decisión de Caldera).

¿Qué será ahora de la Universidad? El régimen está interesado en graduar profesionales dóciles, que vayan a servirle en sus planes de industrialización y de integración definitiva de las capas asalariadas. No desea profesionales que critiquen la sociedad donde vive, los fundamentos de la propiedad privada y el capitalismo. A la Universidad — dicen los abanderados de la oligarquía — no se irá ahora a «bochinchear», sino a estudiar. ¿Cómo se puede, empero, formar un hombre bajo ese clima de represión cultural que se ha abierto contra la UCV? Aunque lo que ellos mismos sospechan es que el estudiantado no se dejará amordazar tan fácilmente...

LOS DOS CUARTOS CONGRESOS

El sector disidente del partido comunista celebró su IV Congreso, con delegados de todo el país. El PCV oficial inició su evento el 23 de enero, aprovechando el aniversario de la caída de la dictadura pérezjimenista. Los que se fueron, se han agrupado definitivamente en el M.A.S. (Movimiento Al Socialismo), y, al parecer, cuentan con el apoyo de los comunistas cubanos, vietnamitas, griegos, italianos y españoles. Ninguna representación internacional asistió al congreso del M.A.S., al contrario de la nutrida representación soviética que se hizo presente en el evento pecevista oficial. El grupo que mantuvo el control de la simbología del viejo partido, ha quedado casi absolutamente aislado y una recuperación rápida de estas bajas implicaría un cúmulo de inversiones soviéticas que por los momentos nadie otea. Lo cierto es que con tal división, los comunistas venezolanos han frustrado su propio futuro. Ciertamente, se venía perfilando que el PCV se convertiría en un partido reformista con algo de influencia en las masas del país; sin embargo, ambos grupos no cejarán en su siembra reformista, porque lo único que los diferencia es el nombre.

La izquierda que siempre se ha mantenido ajena al PCV — bueno, no siempre, sino desde que los bolcheviques «descubrieron»

● CONTINUA EN LA PAGINA IV.

Sucedió en Franquilandia

—¿Me váis a fusilar?
—Sí.
—¿Por qué?
—No lo sabemos.
—¿Os lo ordenan?
—Sí.
—¿Quién?
—No los conocemos.
—¿Queréis vosotros fusilarme?
—No.
—¿Entonces?...
—Obedecemos.
—Intentaré escaparme.
—No te dejaremos.
—¿Por qué?
—No podemos, nos castigarían a nosotros.
—¿Sabéis quién soy acaso?
—Un enemigo.
—¿De quién?
—No lo sabemos... De nosotros... De... No, no la sabemos.
—¿Fusiláis a menudo?
—Cuando nos lo mandan.
—¿Y por qué lloráis?
—Porque no nos gusta fusilarte.
—Os comprendo.
—Bien. Disponte a morir.
—Sí, en seguida. Dejadme antes mirar lo que dejo.
—Sé breve.
—Lástima. Ahora me doy cuenta de que era bonito esto.
—¿Disparamos ya?
—Cuando queráis.
—Adiós, enemigo.
—Salud, amigos.
—¿Amigo de quién?
—¿Y enemigo de quién?
—No lo sabemos.
—Ni yo tampoco.
—Adiós.
—Salud.

B.

Esto y aquello :

La estrategia del petróleo

A medida que la crisis del capitalismo va ocasionando sus primeras víctimas, los intereses económicos que en las eras de prosperidad han colaborado solidariamente al florecimiento mercantil, aunque siempre en mayor provecho de los grandes capitales, empiezan a encontrarse y a librar una cruenta batalla por mayores concesiones que les permita el desbarajuste que se anuncia en los nubarrones del porvenir. La crisis que vive en los primeros días de 1971 la industria petrolera mundial, es indicio de que el capitalismo se resquebraja por sus frentes más poderosos, los de los grandes carteles de hidrocarburos. Políticamente, el petróleo ha representado toda, o casi toda, compartiéndola con el uranio, la escena de la guerra fría. Algunos autores se atreven a asegurar que en todos los conflictos que han convulsionado a nuestro mundo de postguerra está involucrado el preciado oro negro, desde Corea hasta Medio Oriente, obviando muy a priori el valor que en toda situación social juegan los pensamientos humanos, los partidarios de las filosofías e ideologías y la voluntad de poder. Aunque nadie desestima la hegemonía que en casos significativos han tenido las condiciones económicas, jamás éstas, por sí solas, han sido propiamente las determinantes.

Es indudable que las antiguas potencias coloniales europeas — como es el caso de Francia y Gran Bretaña — no se han desligado repentinamente de su aparato de dominación, desechándolo por anticuado. El cordón umbilical que las mantiene relacionadas con las naciones creadas por su política de balcanización del Tercer Mundo, es el de que éstas son sus proveedores de materias primas. Mas en esas repúblicas o monarquías comienza a delinearse la silueta de un capitalismo que reivindica la «nación» recién creada para sus propios intereses. Negar que éstos pretenden predominar sobre los de las antiguas metrópolis, aunque tengan que aceptar los capitales londinenses o galos, implicaría desdeñar el papel de esa burguesía nacional, rol indiscutiblemente contrario a los anhelos de liberación social.

El revuelo causado por la representación iraní en la OPEP, en torno a la aplicación de medidas que aumenten los montos de lo que las Compañías pagan por concepto de regalías, en otras palabras, exigirle a las petroleras que dejen más dinero en las naciones donde explotan los yacimientos, ha volcado la atención hacia el golfo Pérsico, rememorándose el impasse surgido durante la primera mitad de la década de los cincuenta con la administración del doctor Mossadeg. Este fue el primer ministro persa que nacionalizó la industria petrolera de su nación en manos de poderosos consorcios británicos, en los que la mayor accionista era Su Majestad.

Aprovechó la coyuntura que los intereses petroleros norteamericanos e ingleses mantenían aún en muchos territorios productores — incluído Irán — una batalla campal por la participación en la riqueza. Los hombres de negocios de la Reina se habían adelantado en muchos sitios a los lugartenientes de la Standard, monopolizando todos los yacimientos e impidiendo a los pupilos de Rockefeller recabar ganancias para sus trusts. De aquí partió la neutralidad estadounidense en las desavenencias entre el doctor Mossadeg y el gobierno londinense. Tanto es así, que los norteamericanos aceptaron echar marcha atrás en el caso persa y dejar de proteger al primer ministro, cuando la Gran Bretaña invitó a los yanquis a intervenir conjuntamente en la explotación del petróleo iraní. Con la caída de Mossadeg, las compañías impusieron a los persas sus condiciones expoliadoras.

La intervención directa de Nixon ante Teherán y las otras capitales petroleras para buscar fórmulas de conciliación en el problema, ponen de relieve la magnitud de la preocupación de los norteamericanos. Si el affaire Mossadeg se representó durante la guerra de Corea, a Washington no le puede interesar que la ya de por sí explosiva situación de la zona se complique con una epidemia de nacionalismo petrolero que perturbaría sensiblemente la guerra de Indochina en el sector más crítico, el del aprovisionamiento petrolero del Tío Sam.

No solamente las consecuencias de una disimulación del ritmo de producción iraní o árabe saudita son temidas por las compañías, Londres y la Casa Blanca, sino el enclave pérsico-iraqués-árabe en el conflicto bélico que enfrenta a loe musulmanes con los hebreos. La estrategia petrolera de la zona no se reduce únicamente a ella sino que está íntimamente relacionada con la conservación del Indico en manos de los Aliados e impedir la penetración soviética en la zona. Si un cambio de política de Teherán conllevase un acercamiento a Moscú — o Pekín, como al parecer acontece en el sultanato de Omán, territorio de gran producción petrolera — Londres tendría que intervenir y procrear su propio Santo Domingo. A decir verdad, para la administración de Mr. Heath, Persia merece más atención y cuidado que la Suráfrica del Apartheid, a la cual, dicho sea de paso, se la trata desde otro punto de vista, el punto de vista conservador, claro está. Lo que importa, empero, es que en el seno de la Comunidad Británica de Naciones, especie de asamblea simbólica cuyos acuerdos han dejado de ser desde hace mucho tiempo determinantes en la política mundial, las divergencias en torno a la cuestión racial y surafricana pueden llegar a la separación de muchos Estados miembros.

El petróleo cubre con su manto político todo el Mediterráneo africano y se prolonga hasta más allá de la India; de lo que se desprende, que una pérdida de predominio en este vasto paraíso petrolero ocasionaría el desmoronamiento de cualquier potencia. Inglaterra es un ejemplo concreto, y aunque Mr. Heath intente revivir las glorias de la corte, éstas no se dejarán ver por Londres durante considerables años.

Habiendo penetrado en el mundo árabe, los soviéticos aspiran a controlar las zonas más estratégicas. Desalojar a norteamericanos y británicos del Indico, del mar Arábigo y del golfo Pérsico es una tarea harto difícil. Es inconcebible que los capitalistas occidentales abandonen sus fuentes de riqueza y de poder sin oponer la mayor resistencia. Aunque, para balancear la situación, el negociante japonés intenta penetrar en el mundo sacrosanto del oro negro. Por mucho menos que un barril de aceite ha estallado con anterioridad una guerra. El futuro del enclave petrolífero estará en razón directa con la inclinación de sus gobiernos hacia uno y otro bando. El régimen del Sha es más occidentalista que cualquier otro del sector, pero no se inscribe en el mismo status que mantiene, por ejemplo, Caracas con Washington, garantizando la afluencia del petróleo venezolano al mercado norteño. Son complejos los factores en juego en la estrategia petrolera, pero, a pesar de su complejidad, ha subsistido una sola ley: la del soborno y el crimen, aplicada por todas las compañías petroleras del mundo, incluído el monopolio soviético de petróleos y la Petrolera gala.

Floreal CASTILLA

Activités de nos camarades Espagnols

Fieles a nuestro sentimiento solidario hacia todos los explotados, así como hacia todos nuestros compañeros de ideología, abrimos estas páginas a aquellos que de ello tienen mayor necesidad en este momento: nuestros camaradas españoles, refugiados en Francia, privados de todo medio de expresión.

He aquí por qué «ESPOIR» acogerá a todos los españoles que se dirijan a nosotros para exponer sus problemas, pedir nuestra ayuda y, si es necesario, nuestro consejo, enviándonos sus comunicados o sus artículos en su lengua materna, ya que no conocen otra.

COMMUNIQUES

F. L. DE BURDEOS

La F. L. de Burdeos convoca a todos sus afiliados a la asamblea que se celebrará el domingo, 21 del corriente, a las 9 y media de la mañana, en la Bolsa Vieja del Trabajo, 42, rue rue de Lalande.

Se recomienda la puntual asistencia de los compañeros.

El Secretario.

F. L.DE AUCH

La F. L. de Auch convoca a todos los afiliados a la misma, a una reunión que se celebrará el día 21 de febrero, a las dos de la tarde, en el local de costumbre, rogando a los compañeros su más puntual asistencia a la misma.

El Secretario.

F. L. DE PORTET-sur-GARONNE

Esta F. L. convoca asamblea para el día 21 de febrero, en el local social: 4, rue Belfort. Hora de costumbre.

El Secretariado.

F. L. DE PERPIGNAN

La Federación L. de la C.N.T. de Perpignan organiza las charlas siguientes en el local de la C.N.T., 46, rue d'En Calce.

Primera:

Por el compañero Vicente SOLER el 21 de febrero 1971 a las 9 h 30: **«El militante y el porvenir de la C.N.T.».**

Segunda:

Por el compañero Juan GIL, el 21 de marzo 1971 a las 9 h 30: **«Orígenes del sindicalismo; sus principios y finalidades».**

Tercera:

Por el compañero Francisco BLANCO, el 4 de abril de 1971, a las 9 h 30: **«Mayorías y minorías».**

Invitación cordial para todos, compañeros y simpatizantes.

Por la Comisión de cultura y propaganda,

El Secretario.

F. L. DE MARSELLA

Convoca a todos sus afiliados a la asamblea general que se celebrará el domingo 28 de febrero. Dará comienzo a las 9,30 horas de la mañana.

El Secretario.

F. L. DE TOURS

La F. L. de Tours invita a todos sus afiliados a la asamblea general que tendrá lugar el domingo 21 de febrero a las nueve y media de la mañana en la Bolsa del Trabajo.

Por la importancia de los asuntos a tratar se ruega puntual asistencia a todos.

El Secretario.

AGRUPACION DE TOULOUSE Y SU RADIO DE LA REGIONAL CATALANA EN EXILIO

Esta agrupación convoca asamblea general para el día 28 de febrero 1971, en la sala de actos de 4, rue Belfort.

Se ruega la máxima asistencia.

El Secretario.

REGIONAL DE ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

(Agrupación de Toulouse)

Se convoca a los compañeros de esta Agrupación, de Toulouse y su radio, a la reunión que se celebrará el día 21 del mes en curso (febrero) a las diez horas en 4, rue de Belfort.

La Comisión Local.

Venezuela subterrànea

● VIENE DE LA PAGINA III.

que la lucha armada tenía demasiadas imperfecciones — se han regocijado con esta división que debilita a los comunistas. Américo Martín, ideólogo del M.I.R., y quizá hoy por hoy uno de los izquierdistas autoritarios menos marxista (en realidad, Martín, a través de una serie de artículos, ha proclamado, voz en cuello, la unidad de toda la izquierda consecuente para organizar el proletariado — la clase obrera y campesina — hacia una finalidad revolucionaria), ha señalado juiciosamente: «Ocurre que el tutelaje del PCV, los métodos stalinianos, la sumisión de la política de los otros partidos a los intereses de gran potencia de la U.R.S.S., la cuestión de un socialismo burocrático-represivo frente a un socialismo humano o, en la versión de Manuel Caballero, del socialismo «conquistado» frente al socialismo «otorgado»! toda esa problemática no nos atañe... porque no nos hemos sentido comprometidos con la versión del «socialismo» que nos entregan las democracias populares...» Leerle, hoy, 1971, esto a Américo Martín, un hombre que no alcanza los treinta años, que fue durante seis años comandante guerrillero en las montañas de «El Bachiller», que maneja la pluma y la palabra con tanta facilidad como el fusil, es un claro ejemplo de la evolución del Movimiento de Izquierda Revolucionaria que él dirige. ¡Y pensar que él mismo sería el artífice de la unidad MIR-PCV! Los tiempos cambian, y con ellos, los hombres transforman sus pensamientos. Es lógico, que no habiendo llegado aún a la edad en que el común de los hombres se consideran «maduros», Martín continúa pensando fijamente en la Revolución Venezolana como un alzamiento de los trabajadores bajo la dirección del MIR, el castrismo venezolano... (Por cierto que algunos comprometidos con la política represiva de Betancourt llegaron a catalogar a los miristas de anarco-castristas, porque entre ellos descollaron muchos hombres que mamaron algunos biberones de leche libertaria...).

Isidro MALTRANA

Necrológicas

PEDRO ARCAU

Fue por la tarde del 12 de diciembre, que acompañamos a su última morada al compañero Arcau. Era natural de Alcampel (Huesca), lugar donde organizó la C.N.T. siendo un activo y consecuente militante.

Estuvo preso en el penal de Chinchilla, cuando el movimiento de Asturias en el 1934, saliendo de dicho penal en febrero, después de las elecciones del 1936. Luchó durante nuestra contienda revolucionaria en la 26 División, con la cual pasó a Francia con una doble pena, la de perder la guerra y dejar para siempre a su hermano, que en la misma División, murió antes que ésta cruzara la frontera.

En Cahuzac-sur-Vère, donde ha pasado la mayor parte de su vida exilada, tomó parte en la organización de la F. Local, dejando de existir ostentando el cargo de secretario de la misma.

Días antes de darse la muerte, escribía a la C. de R. del Tarn y será su última carta. Entre otras cosas decía: «Ha llegado el momento de teneros que decir, que me es imposible de continuar asumiendo la responsabilidad de la local, mi estado general declina y la vista no me acompaña. Lo siento muchísimo y más cuando tan necesarios son los sacrificios; pero todo tiene un fin y éste es mi caso.

«Compañeros„ espero que tomaréis estas líneas en consideración y obraréis en consecuencia. Un saludo para todos en particular y en general para toda la organización. Hasta el fin de mi vida.»

El compañero secretario de la F. L. de Gaillac, en nombre de la C. de R. del Tarn, en pocas palabras, agradeció la numerosa asistencia francesa, lo que prueba la estima hacia el finado. Indicó que en un gesto desesperado el compañeraro Arcau se había ahorcado. Pero es que se puede tener alguna esperanza cuando se cuenta 64 años y sufriendo desde muchísimos años de un accidente de trabajo en la columna vertebral? Si tuvo una esperanza fue la de volver a la tierra que le vió nacer, con una España libre, pero como que se sigue muriendo en Madrid, y tal vez matarán en Burgos, ha preferido dejar su cuerpo a Francia, que por lo menos, le ha permitido de vivir unos años de libertad.

En castellano se dirige a los compañeros españoles — que asistieron en gran número, apesar de la rapidez del caso — dió el pésame a la familia, a su primo que se halla en el exilio y las hijas del finado y sus maridos venidos de España.

El entierro fue civil — apesar de las buenas intenciones (?) del cura del pueblo — y el féretro llevaba los colores rojo y negro, por los cuales había luchado siempre.

Que la tierra te dé tu merecido descanso, compañero Arcau.

Por la F. L. de Gaillac,

El secretario, J. B.

FELIX BENAVENTE

El 19 de diciembre acompañamos a su última morada a nuestro querido compañero Félix Benavente, fallecido accidentalmente a los 77 años de edad.

Originario de Getafe (Madrid), militó en el sindicato Gastronómico, sección camareros, en defensa de las ideas libertarias. El 19 de julio de 1936 tomó parte en el asalto del Cuartel de Artillería de Madrid, siendo más tarde evacuado a Cataluña hasta 1939 que pasó la frontera pirenaica.

Pasado el período de los campos de concentración y ya invadida Francia por las huestes nazis alemanas, continuó su actividad orgánica formando parte a la vez de un grupo de la resistencia. En cierta ocasión, al ser detenidos algunos o casi todos y registrados, antes de que le tocara el turno a Félix, éste ingirió papel o papeles comprometedores para él y el resto de los compañeros, salvando así las consecuencias graves que todo ello implicaba en aquél entonces.

A partir de 1945 y ya residiendo en Clermont-Ferrand, continuó actuando en la Organización prestando su concourso personal a todo lo que era requerido así en responsabilidad local como departamental con la honestidad y firmeza en las ideas y sencillez tan características en él, siempre constante y activo a medida de sus posibilidades, formando parte de aquellos compañeros que tanto abundan en el campo confederal y libertario.

Enterrado civilmente, el féretro, cubierto con la roja y negra que tanto había amado y defendido, fue seguido hasta su última morad por nutrido número de compañeros, compañeras, amigos y amistades.

Descansa en paz, compañero Benavente; tus hermanos de ideas, de lucha e infortunio te recordaremos con respeto y cariño fraterno. A tu familia les expresamos con estas líneas nuestro profundo sentimiento. por la pérdida sufrida.

Por la F. L. de Clermont-Ferrand :

El Secretariado.

ACTUALIDAD COMENTADA

● VIENE DE LA PAGINA II.

res de los países satélites que Rusia tiene sometidos bajo su imperio del terror policíaco.

El proceso de Leningrado contra unos hombres que deseaban salir del paraíso del proletariado para vivir en su nación con todos los deberes y derechos de ciudadanos libres: dos penas de muerte conmutadas en 15 años. Hoy nos enteramos que han sido detenidos 60 judíos en Kichinev (Rusia) por sus deseos de marcharse a Israel.

La huelga general en Szczecin (Polonia); 92 penas de muerte en la Guinea; un millón de muertos en Biafra; la guerra continúa en el Viet-Nam cada día más cruel; la opinión pública hace comentarios de todas estas injusticias, pero no toman medidas radicales para hacer retroceder a los dictadores que gobiernan los pueblos en la era del átomo y las grandes descubiertas científicas del siglo veinte.

La sociedad en la cual vivimos está gobernada y administrada por los grandes trusts financieros y nada cambiará mientras los trabajadores no cumplamos con nuestro deber, dejando de lado todos los organismos políticos y agrupándonos en sindicatos libres de todo olor político y caciquil, para defender nuestros derechos y recobrar nuestra libertad, como consta en la magna carta de los Derechos del Hombre firmada por todos estos dictadores que atropellan todos los derechos humanos. Tanto en el Este como en el Oeste, los métodos de sus gobernantes son los mismos; está comprobado que, sin violencia por parte de los trabajadores, nada conseguirán; el año que acaba de terminar debe servir de lección para todos los trabajadores.

La obra de los trabajadores nadie puede llevarla a cabo; la solidaridad y la coordinación de la clase obrera se impone. Que cada cual cumpla con su deber. Si deseamos una sociedad más justa, somos los trabajadores, con nuestra acción revolucionaria, los que tenemos que conseguir el cambio de la sociedad anticuada que nos imponen los militares, la Iglesia y los trusts financieros del mundo.

Francisco RECHE

Decazeville, febrero 1971.

España, su pueblo y sus gobiernos

● VIENE DE LA PAGINA II.

tirarnos de la línea de combate. Hasta la caída total de ese régimen oprobioso convendría conjugar esfuerzos e inteligencias. Se hace necesaria tal vertebración, no solamente para los efectos de acelerar la caída del despotismo militar, sino que, también, como providencia ineludible a la reorganización que todos los aspectos de la vida española deberán tener a continuación del franquismo.

Predispongámonos a cubrir la última etapa de un proceso gigantesco. Todavía estamos en guerra con los opresores y verdugos del pueblo español; no hemos admitido ni firmado condiciones de paz. Si ellos, fingiéndose generosos, alguna vez han aludido la palabra «perdón» para los que consideran sus adversarios, por lo menos el que este escribe no ha perdonado a Franco ni a ninguno de sus colaboradores. Tienen en su haber muchos asesinatos de gente bondadosa y valiosa; han sembrado la muerte y el dolor en un pueblo que merecía otra suerte.

Una aurora pletórica de vitalidad sucederá al crepúsculo de las almas pretorianas que en nombre de la espada y la cruz se levantaron en España. Sepamos aprovechar esta coyuntura. Infinidad de experiencias nos aconsejan lo que debemos hacer con la gente de cuartel y de Iglesia. Frente a ellos hay que reivindicar la vida de trabajo, de honestidad y decencia, de libertad y rectitud moral, atributos menospreciados por los jerifaltes de la dictadura española.

Severino CAMPOS

DISPENSARIO DE LA CRUZ ROJA REPUBLICANA ESPAÑOLA

51, rue Pargaminières, Toulouse

EQUIPO MEDICAL

Doctor Jean-Pierre Brisset (medicina general y partos) : todos los miércoles de las 5 a las 7 de la tarde.

Doctor Jean Thomas (garganta, nariz y oídos) : todos los jueves de 10 a 12.

Doctor Alain Chesimar : todos los días excepto los lunes, de 5 a 7 de la tarde; los sábados de 5 a 6.

Monsieur Dubois (masajista): todos los viernes de 5 a 7 de la tarde.

Doctor Pore (cirujano dentista): todos los días de 2,30 a las 6 de la tarde.

Nota. — Los lunes no se abre el dispensario.

***

Pedidos: Servicio de Librería, 4, rue de Belfort, 31-Toulouse.

EDICIONES « A.I.T. »

« HACIA UNA VIDA MEJOR »

(En la ruta de la C.N.T.)

por FONTAURA

Precio : 5 francos

Pedidos : Servicio de Librería 4, rue Belfort, 31 - Toulouse (01) L E E D

«PASION Y MUERTE DE LOS ESPAÑOLES EN FRANCIA»

por Federica MONTSENY

7'00 francs ejemplar

El libro que no debe faltar en la biblioteca de ningún estudioso, de ningún hombre para el que la tragedia y la epopeya de la emigración española en Francia es y será motivo constante de admiración y de remordimiento.

Pedidos a: Servicio de Librería, 4, rue Belfort, 31-Toulouse.

Rosa Luxembourg

— IV —

Le travail et la lutte donnaient des ailes à sa force. Au moment même où elle allait succomber d'un instant à l'autre, elle abordait encore, pour se reposer, de nouvelles tâches plus lourdes. Les conditions extérieures défavorables n'avaient pas de prise sur elle.

Son intelligence hardie ne se contentait pas de connaître Marx, de le comprendre et de l'expliquer. Elle poussait plus avant ses recherches, afin de créer elle-même, selon l'esprit de Marx, dont elle était le disciple à la plus claire intelligence. Théoricienne du socialisme scientifique, elle n'avait rien de commun avec les pédants, dont toute la science est puisée dans les livres. Son but était de préparer la Révolution qui devait percer la voie au socialisme; en vérité elle a donné au socialisme toute sa vie, la force de volonté, le désintéressement, le dévouement avec lequel elle servait inlassablement sa cause.

A propos de l'accumulation du capital, ce n'est pas un secret pour personne que Rosa L. fut tout au long de sa carrière de militante, en désaccord sur de nombreux points avec Lénine, divergences qui ne sont exposées nulle part systématiquement. Ainsi le raisonnement de la possibilité du capitalisme en Russie, aboutissait à l'impossibilité périodique de l'antagonisme entre la capacité de production du capitalisme et la capacité de consommation et enfin l'impossibilité d'expliquer l'impérialisme. A l'explication scientifique de Rosa L., basée uniquement sur des faits et des nécessités économiques, Lénine donnait une explication purement idéologique. Ce qui n'explique rien du tout.

Pour Rosa L. l'impérialisme, dernière étape du capitalisme, est la tendance qui pousse le capital à chercher en dehors des frontières des marchés de main-d'œuvre et de matière première de même que des débouchés qui lui permettent de réduire son coût de production et de tenir tête à la concurrence. Ce que le maître n'avait pu faire, en vain Dvalaitzky eut beau faire appel au crédit pour essayer de battre en brèche la théorie de Rosa L. de la nécessité de la réalisation de la plus-value capitalisable à l'aide du milieu non capitaliste. Boukharine déclara purement et simplement que le problème soulevé par Rosa L. n'existait pas, étant donné que la plus-value capitalisable est consommée tout entière par les capitalistes et les ouvriers. Le premier démontra son ignorance dans les principes les plus élémentaires de l'économie marxiste et le second en escamotant les problèmes.

Par ailleurs, elle avait pris part dans les controverses entre Mentchevilks et Bolcheviks; sur certains points importants elle était en désaccord avec Lénine. Pour ce dernier, la social-démocratie, avant-garde du prolétariat, devait être fortement centralisée et hiérarchisée avec des comités de cellules, des noyaux chargés d'une mission révolutionnaire spéciale et à sa tête un comité directeur doté de tous les pouvoirs politiques. Rosa L. repoussait catégoriquement une centralisation autoritaire incompatible avec un mouvement démocratique et dans lequel elle voyait un obstacle et un danger au développement même de la lutte de classe.

Durant la guerre 1914-1918, Rosa Luxembourg est maintenue en prison au seul but d'empêcher son action de militante révolutionnaire. Très peu informée de tout ce qui se passe dans le monde, elle s'efforçait d'intervenir malgré sa situation si précaire. Dans ses lettres éclate son amour de la vie, sentiments qu'elle exprime avec grande prudence.

Dr. HERSCOVICI

(A suivre.)

Connaissance de deux fossiles sociaux

● SUITE DE LA PAGE 4

comte Philippe, Marie-Hélène de Montrichar, fille aînée du comte Pierre, est la propre femme d'Olivier Giscard d'Estaing, le député affairiste des Alpes-Maritimes et frère de notre grand argentier.

D'où que l'on parte, l'on retrouve toujours les mêmes noms.

C'est dans cet enchevêtrement classique des grandes familles capitalistes que le marquis de Rosanbo puise son intolérable morgue sociale, pleinement assuré de l'appui inconditionnel de ses puissants parents, comme le sont les sucriers Lebaudy et les parlementaires d'affaires...

...Par les Murat, le degré de parenté du marquis de Rosanbo-Giscard se renforce considérablement.

Rappelons qu'Henriette de Ganay, l'une des tantes de l'actuel marquis de Rosanbo, eut pour belle-mère défunte Clotilde Murat, de la famille comtale, collatérale à la collection princière.

Or, et le fait a déjà été signalé à plusieurs reprises dans ce journal, et co-participant actif du groupe Marcel Dassault, ancien député des Alpes-Maritimes et actuellement député de l'Oise. Albin Chalandon est l'époux de la princesse Salomé Murat. La sœur de cette dernière, la princesse Thamar, est celle du comte Antoine de Boissieu, le fils aîné du comte Albert de Boissieu, chef de la banque de Boissieu à Saint-Chamond (Loire), possédant de gros intérêts dans l'empire Schneider et dont l'hostilité ouverte et tenace aux visées du baron belge, le financien Empain, lui a valu de spectaculaires démissions au sein de l'empire du Creusot. Le père et le fils, rappelons-le également, sont très proches parents du général de division, comte Alain de Boissieu, gendre de feu le général-président Charles de Gaulle et heureux bénéficiaire d'une proposition faite, le 23 juillet 1969, par Michel Debré.

Les de Boissieu ont au moins sept châteaux et les Murat trois, mais ces chiffres doivent être entachés de minimisation. Ces personnages siègent dans une vingtaine de très importantes entreprises, avec en plus, et détails suggestifs, la présence de Michel de Boissieu au conseil d'administration de la banque Rothschild, et celle d'Albert de Boissieu à celui des co-associés d'une autre haute-banque : Hottinger et Cie. Les Murat ont un pied dans le clan de la haute-banque, par l'un des leurs ayant, dans le passé, épousé une Heine, de la banque Heine et Cie.

Voici donc une partie de la puissance économique et politique que le marquis de Rosanbo oppose à la fragile défense de cinq de ses ouvriers. Cette puissance ne se termine pas là, ainsi que la suite le prouvera.

Marcel LEPOIL.

VI. — **CES DEUX FAIBLES FEMMES SONT SI SEULES...**

COMMUNIQUES

II[e] UNION REGIONALE

Les camarades militants et sympathisants des Syndicats et jeunesses Anarcho-Syndicalistes de la région parisienne, sont invités à contacter nos permanences pour les informations, adhésions, cotisations, réunions, et LE COMBAT SYNDICALISTE.

39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9[e]), métro : Anvers ou Saint-Georges.

Permanence : le troisième dimanche du mois, au matin, et tous les samedis de 16 heures à 19 heures.

— C.N.T.-J.A.S. — Permanence tous les samedis après-midi, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9[e].

— UNION LOCALE DE PUTEAUX, 33, avenue du Général-de-Gaulle, 92-Puteaux. Métro : Pont de Neuilly.

Permanence : le premier dimanche du mois au matin, et le troisième samedi du mois de 16 heures à 19 heures.

— U. L. de CHOISY-LE-ROI : Foyer des Sociétés, rue du Docteur-Roux, salle n° 11.

XI[e] UNION REGIONALE

Union locale Lorient-Lanester.

Pour tout ce qui concerne la correspondance, les renseignements, les demandes d'adhésion, etc., s'adresser au camarade Patrick Clemence, 6, rue Gabriel-Fauré, tour P, Bois du Château, Lorient (56).

A PERPIGNAN CONFERENCE-DEBAT

L'U. L. C.N.T.F. de Perpignan organise une conférence-débat le samedi 20 février à 20 h 30 à l'Hôtel Pams, animée par le camarade **Pierre MERIC**, sur le thème : « **Le camp anarchiste, ses structures, ses formes d'être et d'agir** ».

Le débat sera contradictoire et entièrement libre.

Après le procès de Burgos

● SUITE DE LA PAGE 4

l'Espagne en charbon et qui venaient d'Union soviétique, ce pays où l'on condamne des juifs à mort en oubliant que Karl Marx l'était.

Ce n'était toujours pas assez.

Le 11 mai 1968 tandis que Paris flambait on fit à Madrid l'outrage d'une messe à la mémoire d'Adolf Hitler. Après l'office en l'église Saint-Martin (il se trouva un prêtre pour la célébrer...) les phalangistes prièrent « pour celui qui est tombé » et chantèrent leur hymne « Cara al sol » (Face au soleil).

Je dénonçai cet outrage le 15 mai. Et pensant aux brigades internationales de 1936 :

« Toi qui vins d'Irlande ou de France, d'Amérique ou de Russie, émigré italien ou allemand, défendre en Espagne avec désespoir ce que tu pensais pouvoir sauver de l'ignoble massacre qui de l'Andalousie à la Catalogne allait s'étendre jusqu'à l'Oural, toi qui gueula uen dernière fois ton mépris de l'asservissement et ton fol amour de la liberté, avant que ton ventre ouvert n'offrit avec ta vie tes tripes au soleil, que penses-tu de la messe de Madrid, pauvre Républicain ? »

Ce n'était toujours pas assez.

Il fallait qu'il y eut Burgos, ce flash de l'Agence France-Presse tombé à 16 h 45, le 28 décembre 1970 :

« Les six accusés contre lesquels avaient été requise la peine de mort ont été condamnés à mort par le conseil de guerre. »

Triste et sénile monarque qui rameutez en cars spéciaux les foules pour vous faire un triomphe alors que la haine s'allume au cœur de l'Espagne véritable, vous pouvez (vous ne méritez pas le tutoiement : « Je ne dis tu qu'à ceux que j'aime », disait Prévert comme me le rappelait il y a quelques jours dans une admirable lettre René Evard, instituteur à Pfastatt), vous pouvez, oui, avoir le geste de la magnanimité, de l'indulgence, le geste de la grâce en craignant le peuple dans la rue et qu'on fiche le feu aux demeures des riches de la Costa del Sol.

Vous pouvez.

Mais ce que depuis le parjure de Guernica vous avez fait au peuple basque et à l'Espagne, à ce Christ dont vous osez vous réclamer, à l'Homme enfin, ne sera pas oublié.

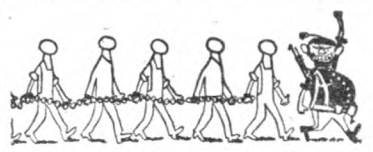
Il est trop tard pour vous.

Une justice vous attend dans l'ombre de votre palais.

Vous aurez les yeux pleins d'épouvante.

Mais les nôtres resteront secs.

Patrice HOVALD



FEUILLETON ESPOIR **N° 10**

AUTOGESTION : Formules et pratiques

par Marcel LEPOIL

Résolument ennemi — et non pas seulement adversaire — du Capitalisme et de toute forme d'autorité extérieure, superfaitatoire, qui n'émanerait pas, directement ou indirectement, des lois-non-écrites, naturelles, il ne lui est cependant pas possible de nier la présence, indésirable, de ce capitalisme, vestige anachronique dans cette société humaine moderne, des erreurs du passé et des préjugés ancestraux du fait social, lequel prend actuellement conscience de ses droits nouveaux et de sa puissance naissante.

Comme un général ne peut ignorer la réalité de l'armée adverse présente devant le front de la sienne.

C'est là un écueil redoutable sur lequel TOUTES les centrales ouvrières puissantes — sans aucune exception — font finalement et inéluctablement naufrage. Elles sombrent dans un réformisme émasculateur d'énergie virile par la notion **exclusive** du combat quotidien.

Ce dernier est certes indispensable et même vital. Mais la mesquinerie — ou la grandeur, suivant les cas — des exigeances que la mouvance accélérée de notre temps permet de qualifier de **mineures,** doivent être puissamment influencées par le but premier à atteindre : la disparition de l'Etat, la suppression du Patronat et l'abolition de toute espèce de Salaire.

Les revendications syndicales à l'intérieur de tout système capitaliste, privé ou étatique, ne doivent être donc que moyens secondaires en vue d'hâter l'avènement du but premier déjà énoncé, le second étant l'établissement d'une société humaine, évoluant enfin dans un environnement, matériel et spirituel, de liberté réelle, la plus grande possible.

SYNDICALISME, COMMUNICATIONS ET PEUPLES-MAJEURS

Le syndicalisme réaliste postule donc la disparition de l'Etat **en tant qu'organisme de coercition et de centralisation autoritaires.** Il me faut préciser cette vérité de La Pallice : le syndicalisme ne veut absolument pas supprimer les facteurs d'organisation, puisqu'il est lui-même organisationnel. Il exige tout simplement le départ d'une forme d'organisation, devenue par l'effet de l'évolution accélérée de notre époque, inadéquate aux impérieux et nouveau besoins d'une humanité considérablement plus évoluée que dans le passé, même très récent.

Le remplacement à bref délai de l'Etat sous ses formes actuelles les plus diverses, par une organisation plus rationnelle, moins empirique, davantage responsable et accessible aux critiques constructives du peuple tout entier, et non plus aux seuls impératifs de classes sociales privilégiées. Tant celles tenant leurs prérogatives de l'Argent ou de son maniement, que de la Technologie ou de la Bureaucratie.

L'organisme syndical, rodé par de nombreuses décennies de pratique, doit remplacer — et fort avantageusement — les formules étatiques actuellement en vigueur ou en gestation. Son rôle historique — présent et à venir — exige l'exclusion totale de toute ingérence étrangère, tant dans son administration interne que dans ses fonctions incluses dans le complexe social, où il se meut aujourd'hui, et où il évoluera dans la période post-insurrectionnelle.

Car, selon la lapidaire formule de Pierre Besnard : «... si le syndicalisme ne suffit pas à tout, il se suffit à lui-même... »

D'autre part, les peuples, dans leurs ensembles géographiques et ethniques, sont parvenus à une accessibilité plus grande, d'abord de la réflexion puis, grâce à cette dernière inspiration, de la compréhension de la finalité du genre humain. Ces deux événements d'ordre psychologique leur permettent une plus claire perception des possibilités d'instauration de l'autogestion et une plus saine et plus grande vue des conséquences bénéfiques de celle-ci.

Les moyens de communication rapides des personnes grâce aux transports modernes, des communications culturelles ultra-rapides grâce à la Presse, la Radio, la Télévision et l'emploi des satellites épars dans le ciel, se conjuguent plus ou moins harmonieusement dans tous les systèmes sociaux actuels, archaïques à plus d'un titre, pour promouvoir une notion nouvelle de la gestion matérielle du pays, de toutes les nations.

Est devenue plus accessible au plus grand nombre l'emploi des formules concrètes excluant la présence de certains spécialistes, devenus superfaitatoires de ce chef, tels les parlementaires, les Hauts-Fonctionnaires comme les préfets, les Enarques de toutes écoles similaires et les Dictateurs, personnels ou collégiaux.

DECLIN DE L'ETAT ET CONNAISSANCE DE SON SUCCESSEUR

A l'Etat monopolisateur, omnipuissant et omniprésent, s'oppose dès lors une organisation populaire plus adaptée aux temps présents, exigeant sa reconnaissance et sa suprématie dans les organismes qu'elle recèle en son sein, c'est-à-dire les Comités d'entreprise dont l'avenir, très, très proche, acceptera et décidera même la création d'une fédération inédite — le vieux rêve de Proudhon — sur les plans multiples de la profession, de l'industrie, communal, régional et national, en attendant de pouvoir se chapeauter sur le plan international.

Possédant une autonomie totale de gestion de l'entreprise, ils seront reliés aux grandes réalisations pratiques par le truchement des syndicats, dont le rôle sera indépendant et les attributions distinctes de toute ingérence politique ou confessionnelle à la production **intérieure** de l'entreprise, seul juge de ses critères de capacités, de ses possibilités de productivité, de son expansion éventuelle ou de ses transformations tant structurelles qu'inter-industrielles ou simplement inter-professionnelles.

(A suivre.)

Connaissance de deux fossiles sociaux :

V - Des sucreries aux deux ministres

La fortune du défunt marquis de Rosanbo, époux d'une havraise, une fille Calon, était si grande qu'il lui fallait, en plus du classique régisseur de ses propriétés foncières, un deuxième spécialiste pour gérer ses titres mobiliers, actions et obligations boursières. Il semble que ce dernier n'était autre que la Haute-Banque Mallet frères elle-même.

Les héritages ayant morcellé cette éphémère indivision, qu'en rest-e-t-il pour son petit-fils, ce fossile social, déplorable phénomène d'un lointain retour d'atavisme animal ?

Quoique démembrée — du moins dans sa partie foncière, car pour la fortune mobilière, les lois-écrites fournissent toujours un refuge inviolable contre sa dispersion, telle la célèbre et providentielle rente Pinay et les donations entre vifs évitent, en plus d'une certaine ponction fiscale, la dispersion des biens familiaux entre d'autres mains — la part dévolue au marquis reste considérable.

Mais aussi important est l'héritage des relations inter-familiales qui s'amplifient à chaque naissance, mariage et décès à condition, toutefois, que les unions matrimoniales s'effectuent dans un cercle le plus restreint possible.

D'où, s'agitant à l'intérieur des classes possédantes, la formation de castes — bancaire, par exemple — n'ayant entre elles que des rapports de chef à subalterne, rigoureusement hiérarchisées, féodal dans un contexte de démocratie fermée, réservée exclusivement au domaine politique, c'est-à-dire totalement inopérante à la manifestation d'une justice sociale.

Et au sein même de ces différentes castes se superposent sans s'interpénétrer — si ce n'est par incident fortuit, très fâcheux et rare — la présence de clans perméables, eux, aux unions matrimoniales inter-clans, clans évoluant dans une atmosphère ouatée et supervisant l'action générale des castes à qui est réservé le gros travail de déblaiement résidutiel.

Ainsi, et pour rester dans le modèle financier, l'existence de trois clans, instance suprême du capitalisme, dans la souveraine Haute-Banque : le catholique, le protestant et le juif. Ce dernier prédominant sur les deux autres depuis un siècle et demi avec cependant, de nos jours, une vive tendance du clan protestant — la H.S.P., c'est son sigle reconnu — de vouloir prendre la place hiérarchiquement supérieure qui occupe le clan juif. Il ne faut surtout pas prendre à la lettre, en ce qui concerne la Haute-Banque française, les termes religieux définissant seulement les contours des trois clans dominant la caste financière dirigeant toutes les autres castes. Ces termes sont pris dans leur sens abstrait et non populaire, employés uniquement pour la compréhension de l'existence de ces clans et la définition, quoique imprécise et très mouvante de leurs frontières réciproques et contiguës.

Car les banquiers n'ont pas de religion. Moins que quiconque.

L'exemple rothschildien est significatif à cet égard : le trio soutient le monde arabe par sordide intérêt, et veut l'aider davantage, toujours par intérêt pécunier, par la création d'un oléoduc en territoire égyptien, supléant à la fermeture du Canal pour les transports du pétrole, concurrançant ainsi celui construit en Israël par leur cousin Edmond.

Revenant à notre personnage, l'on peut dire que le marquis de Rosanbo est vraiment comblé sur le plan des relations interfamiliales bénéfiques. Nous en avons aperçu une faible partie par la seule présence de sa grand-mère maternelle, née Zélie Schneider, veuve de Gérard de Ganay

Celle-ci est la mère de cinq enfants, dont la mère du marquis est l'aînée.

La sœur de cette dernière, tante par conséquent du marquis de Rosanbo, Henriette de Ganay, le deuxième enfant, est l'actuelle Mme veuve Jean Lebaudy, décédé le 31 décembre 1969. En plus de son hôtel particulier de Neuilly-sur-Seine et du château de Rosny-sur-Seine, mentionnés dans les annuaires paraissant à la Libération, elle est propriétaire, d'après les annuaires plus récents, du château du Blizon à Saint-Michel-en-Brenne dans l'Indre.

Vers 1910, Jean Lebaudy, fut explorateur dans l'Afrique Centrale. Aussi l'un de ses fils, Paul, est-il président d'une société au nom d'ailleurs curieusement évocateur et poétique, la Compagnie Pastorale Africaine.

Les Lebaudy sont les célèbres sucriers des Raffineries Lebaudy-Sommier, actionnaires de la Compagnie Sucrière Marocaine.

Le père de l'explorateur se maria en 1886 avec une fille Hersent, famille sur laquelle nous reviendrons. Devenu veuf, il se remarie avec Clotilde Murat, fille du comte Murat, et que nous reverrons plus bas.

Mme veuve Pierre Lebaudy, tante d'Henriette de Ganay, elle-même tante de l'actuel marquis de Rosanbo, siégea un temps au conseil d'administration du « Journal des Débats », quotidien conservateur. Elle était aussi la tante de Radegonde Marquet de Vasselot qui, en décembre 1937, épousa Claude Carnot, domicile parisien, château dans l'Essonne et villa à Treurden, C. du N.

Claude Carnot est le fils d'Ernest, député décédé, qui fut membre de l'Assemblée Générale de la Banque de France de 1935, dont les conditions statutaires de présence donna naissance au slogan des « Deux-cents familles... » Il est le petit-fils du président de la République, Sadi-Carnot, au septenat tragiquement « écourté » par Caserio, anarchiste lui reprochant la décapitation d'Emile Henri, autre anarchiste n'ayant jamais été homicide.

Claude Carnot est le frère d'Anne, veuve de René Giscard d'Estaing qui eut hôtel particulier à Paris, mais qu'elle a cédé. En plus de son actuel domicile parisien, elle possède le château de Saint-Amand-Tallende dans le Puy-de-Dôme et villa à Grasse, Alpes-Maritimes.

Défunt René Giscard d'Estaing fut Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, chef du Cabinet du ministre de l'Air, le général Denain; secrétaire-délégué de la Fédération des porteurs de valeurs mobilières, créée par l'Union syndicale des banquiers, en vue de peser sur les décisions des pouvoirs publics.

Il était le frère d'Edmond Giscard d'Estaing, de l'Institut (Académie des Sciences Morales et Politiques), domicile parisien et château de Varvasse par Saint-Amand-Tallence. Cet académicien est aussi un homme d'affaires très occupé, siégeant dans dix importantes sociétés dont il assume — ou assumait jusqu'en 1966 — trois présidences. Il rencontre le représentant des Lebaudy autour de la table du Conseil d'Administration des Sucreries Marocaines.

Son épouse est née May Bardoux, qui fut, lui aussi, membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques et fut, en plus de son gendre, membre de l'Académie des Sciences Coloniales, sénateur et député du Puy-de-Dôme, hôtel particulier parisien, château de Saint-Saturnin dans le Puy-de-Dôme et, en 1942, administrateur de quatre entreprises, dont deux en qualité de président.

Défunt Jacques Bardoux fut l'époux d'une fille du défunt Georges Picot, qui fut secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, le grand homme des générations contemporaines de financiers et de diplomates se faisant puérilement appeler Georges-Picot.

Edmond Giscard d'Estaing est le père de cinq enfants.

Pour le deuxième ses parents ont masculinisé le prénom de sa grand-mère Valérie, née rôturière, mariée rôturière et terminant ses vieux jours avec une particule venant on ne sait d'où et un nom au passé célèbre. Car ce n'est que depuis 1926 que les Giscard se sont annoblis...

Descendent-ils de l'amiral et les titres seraient tombés en déchéance, ou ont-ils accolé ce nom au leur, tout comme une quelconque Seydoux, celui de Clausonne ?

La réponse n'a pour nous aucune importance.

Chacun sait, que Valéry Giscard, dit d'Estaing, est présentement le ministre de l'Economie. Cet ingénieur polytechnicien a un frère inspecteur des Finances, Olivier, ancien directeur général de l'Institut Européen de l'Administration des Affaires, présentement député des Alpes-Maritimes et indiqué aux annuaires économiques administrateur de trois sociétés, filiales à cent pour cent de firmes-mères américaines, domicile parisien, château à Vierzon, Cher et... un autre à Estaing qui n'est pas le château d'Estaing.

Leur sœur cadette, Marie-Laure, est devenue comtesse de Froissard de Broissia par son mariage avec le comte Jacques. Le marquis de Broissia a marié ses deux filles, Antoinette et Ghislaine, respectivement au comte Elie de Ganay, domicile parisien et château dans le Cher, et au comte-colonel Louis de Ganay, domicile parisien et château en Saône-et-Loire.

Marie-Ange de Ganay, deuxième fille du comte Elie, a épousé le comte Philippe de Montrichar, domicile parisien et château familial dans la Nièvre. La mère du comte, veuve du vicomte, est née Claude de Noblet d'Anglure, famille deux fois citée dans l'étude concernant notre premier fossile social, la marquise de Bérenger. L'activité de Jean de Noblet d'Anglure, diplomate décédé en 1964, fut vivement critiquée lors d'un récent procès intenté à un Haut-Fonctionnaire pour espionnage au profit des Soviets.

Le marquis de Montrichar, veuf remarié, est général de brigade aérienne et ingénieur civil de l'aéronautique. Une cousine du

● SUITE EN PAGE 3

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production) 61, rue des Amidonniers — 31-TOULOUSE

Directeur-Gérant : A. TURMO

ESPOIR AIT AIT

HEBDOMADAIRE ● ORGANE DE LA VIe UNION REGIONALE DE LA C.N.T.

Aprés le procès de Burgos :

LES YEUX SECS

à Pascal H. (17 ans)
et François G. (18 ans)

Il y a dans une des provinces espagnoles du pays basque une ville sainte. Il s'y trouve un chêne vieux comme l'Espagne. On y rendait la justice.

La justice, oui.

Les rois très catholiques, une fois, chaque année y prêtaient un serment : que soient respectées les libertés des Basques.

Or, voici qu'il s'est trouvé un monarque, sans couronne il est vrai, pour bafouer ce serment.

Cette ville sainte il la connaît bien depuis ce dimanche 26 avril 1937 où, à 17 heures, alors que déclinait le soleil et que commençait malgré la guerre la fête ambulante du marché, du repos et des pas la main dans la main, des Heinkel III et des Junker 52 commencèrent de la bombarder.

A 20 heures le silence se fit. La cité était un monceau de ruines. Il y avait parmi les pierres, les poutres et la poussière, dans la rage des incendies 1.654 morts et 889 blessés.

Cette cité s'appelait Guernica.

Cet homme se nommait Francisco Franco.

Mais l'Espagne républicaine avait les yeux secs. Elle ne pleurait pas, Elle combattait. A cette heure elle était à l'avant-garde de la seconde guerre mondiale et ce qu'elle défendait c'était NOS libertés.

Béni par Gomà et Tomàs, primat d'Espagne, prince de ce haut clergé qui, aujourd'hui, considère avec une méfiante inquiétude le pape Paul, Franco voulait atteindre les basques au cœur, tue 16 de ses prêtres, en emprisonne 278, en rejette hors des frontières 1.300.

Les unités basques de l'armée républicaine sont écrasées, anéanties. Hitler est de la curée. Mussolini aussi. Bilbao succombe si Madrid tient toujours.

S'il le faut, dit Franco, je ferai fusiller la moitié de l'Espagne.

Alors, en pleine guerre, en pleine Espagne, à Salamanque franquiste, en présence du général franquiste Astray qui, dans un discours, injurie la Catalogne, Barcelona et le pays basque, en présence aussi de Madame Franco, dans le grand amphithéâtre de l'université, un vieil homme se lève. C'est un écrivain, un philosophe. Il est recteur de cette université. Et Miguel de Unamuno dit :

« Vous vaincrez parce que vous possédez plus de force brutale qu'il ne vous en faut. Mais vous ne convaincrez pas. Car, pour convaincre, il faut persuader, il faudrait que vous persuadiez. Or, pour persuader il vous faudrait avoir ce qui vous manque : la Raison et le Droit dans la lutte. Je considère comme inutile de vous exhorter à penser à l'Espagne. J'ai terminé. »

Il rentra chez lui. Se coucha. Et mourut.

Federico Garcia Lorca était mort déjà, lui aussi.

Antonio Machado mourra à Collioure d'épuisement après la chute de Madrid.

Miguel Hernàndez crèvera dans la prison d'Alicante en 1942. Il avati écrit à sa femme :

« Il naîtra notre fils au poing levé ».

Lorsque tout fut terminé en 1939 il y avait un million de morts.

Ce n'était pas assez.

Toute l'armée républicaine fut passée au crible, tandis qu'à midi, le 27 mars 1939, les troupes franquistes profanaient Madrid, et tout homme suspect d'intransigeance était fusillé.

Mais l'Espagne avait les yeux secs.

Sur le million de morts, Franco, Hitler, Mussolini échangèrent des télégrammes.

A Mussolini : « Recevez l'expression de mes sentiments amicaux. »

A Hitler : « L'assurance de l'amitié d'un peuple qui, dans les moments difficiles, a su découvrir ses véritables amis. »

Puis Franco resta neutre. Ce qui lui valut de subsister jusqu'aujourd'hui.

Dans les prisons la liquidation silencieuse, au garrot ou par le froid — on ne chauffe pas certaines cellules des prisons espagnoles — se poursuivit.

Et se poursuit toujours.

Je l'ai dit. Je l'ai redit. J'ai répété dans « Prisons en Espagne » ce que l'on m'avait appris d'horrible.

Ce n'était encore pas assez.

En 1963, Julián Grimau, communiste, républicain, vingt-cinq ans après la fin de la guerre civile fut exécuté dans une prison.

Mais l'Espagne gardait les yeux secs. Les mineurs des Asturies se mirent en grève. Longtemps. Malgré les bateaux qui ravitaillaient

● SUITE EN PAGE 3

Le vice-consul d'Espagne à Nice méprise la France et les Français

Voici la copie de la traduction de la lettre qu'il a envoyée à M. Jean Domène-Moreno, quartier « Joie de Vivre - Les Glaïeuls », La Bocca (Alpes-Maritimes) :

Monsieur,

Je viens de recevoir votre lettre, qui m'informe que votre épouse désire un certificat de son casier judiciaire en vue de sa naturalisation française.

Je suppose que vous êtes déjà naturalisé français. Vous pouvez faire ce que vous voudrez, sauf de venir demander aux autorités espagnoles qu'elles vous délivrent un document afin que vous puissiez renier votre patrie.

Si je le demande ainsi, on ne me le donnera pas, et moi, personnellement, je considère comme une insulte qu'on vienne me le demander.

Ci-joint, je vous remets votre chèque, vous demandant d'obtenir ce document par l'entremise de vos nouveaux compatriotes, que vous aimez tant.

Le Vice-Consul d'Espagne,
J. A. MENDIGUREN.

⁂

Commentaire à cette lettre, que nous avons reçue du président de la Ligue des Droits de l'Homme des Alpes-Maritimes :

Nous jugeons intolérable que le représentant du gouvernement espagnol — de ce gouvernement dont les plus fidèles partisans brûlent notre drapeau national à Madrid, qui humilie notre dignité nationale en refusant de recevoir notre ministre des Affaires étrangères — en l'occurrence un vice-consul, s'adresse aux Français en termes méprisants.

M. Mendiguren, réputé à Nice pour ses idées phalangistes, oublie — outre ses devoirs de courtoisie — qu'en France nous avons un gouvernement démocratique, qui protège tous les citoyens, car la patrie est à tous les Français, et que, chez nous, tous les étrangers sont respectés, quelles que soient leurs idées et leur classe sociale.

Maurice TREPEAU,
Président de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen des Alpes - Maritimes.

— Ce ne sont que des nègres.